



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

SOMMAIRE

- G. DEHERME *Hier, demain.*
MAURICE VERNES . . . *Patrie et religion. En souvenir d'Anatole Leroy-Beaulieu.*
ANTOINE BAUMANN . . *Notes sur l'éducation.*
YOUSSEF FEHMI . . . *La Turquie et les États Balkaniques.*
PAR TOUS *Revue des opinions, des faits et des idées.*
REMY ANSELIN *Notes politiques.*
JEAN THOGORMA . . . *La vie à Landerneau-des-Lettres : De la bestialité littéraire.*
Les Livres qui font penser, par MAURICE VERNES, G. DEHERME, ÉLOI PÉPIN.

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
6, Boulevard de la Madeleine, 6
PARIS

La Coopération des Idées

Directeur : G. DEHERME

Prix du Numéro : 0 fr. 50

ABONNEMENT ANNUEL : { 6 francs pour la France,
10 francs pour l'Étranger.

Collections de la précédente série
(années 1908, 1909, 1910 et 1911) : 5 francs par année.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

PARIS :- 6, Boulevard de la Madeleine, 6 :- PARIS

On reçoit :

Pour tout ce qui concerne l'ADMINISTRATION, *tous les jours*, sauf les dimanches et jours fériés, de 8 heures du matin à midi et de 2 à 6 heures du soir ;

Pour LA RÉDACTION, tous les *mercredis*, de 4 à 6 heures du soir ;

Enfin, en réunions amicales, sans invitation spéciale, *tous les dimanches*, de 4 à 6 heures. Les lecteurs, collaborateurs et amis de la *Coopération des Idées* seront toujours les bienvenus.

Aucun article publié n'est payé.

Les manuscrits non publiés sont à la disposition de leurs auteurs.

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de refuser au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

La Coopération des Idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE (17^e année)

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME

ABONNEMENT ANNUEL : { 6 francs pour la France,
10 francs pour l'Étranger.

Le N° : 0 fr. 50. — Spécimen gratuit sur demande.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 6, Boulevard de la Madeleine, Paris

L'œuvre d'éducation sociale est d'une nécessité urgente. Jamais les esprits n'ont été aussi confus, affolés d'indécision, aigris d'un sectarisme sans foi. Malgré tant de présomptions et d'outrecuidances, jamais les Français ne furent plus ignorants de la vie sociale.

C'est donc à reconstituer socialement les institutions, les idées et les sentiments que s'efforce *la Coopération des Idées*. Dans toutes les graves conjonctures d'une existence privée et d'une existence publique de plus en plus trépidantes et incertaines de leurs fins comme de leurs moyens, elle veut être une lumière qui guide l'esprit et

Collection des meilleurs auteurs classiques

AUGUSTE COMTE

PHILOSOPHIE POSITIVE

Résumé par ÉMILE RIGOLAGE

4 volumes à 0 fr. 95 ; reliés toile pleine, 4 fr. 75

I. Mathématiques-Astronomie ; — II. Physique-Chimie-Biologie ;
III. Sociologie : temps anciens ; — IV. Sociologie : temps modernes.

Ernest Flammarion, Éditeur, 26, rue Racine

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Étranger. — L'Union Coopérative doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.
Étranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, rue Christine, PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

Tél. 101-50

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Tél. 101-50

Directeur : A. GALLOIS

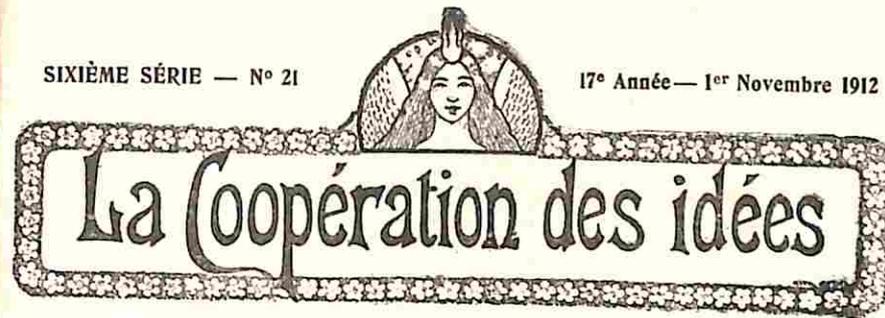
RÉPERTOIRE PARLEMENTAIRE

Relevé des Votes des Députés et Sénateurs et Nomenclature de leurs Travaux
D'après le Journal Officiel de la République française

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour

SIXIÈME SÉRIE — N° 21

17^e Année — 1^{er} Novembre 1912



Hier, Demain (1)

La guerre dans les Balkans rend tout possible. Et le pire.

Dès lors, l'insondable niaiserie des « pacifistes » habituels devient criminelle. Ils mettent obstacle à ce que la France se prépare au pire, et par là ils l'attirent.

Certes, les positivistes aspirent à la paix : en Europe d'abord, dans toute la planète ensuite. Mais ils savent quelles sont les conditions d'ordre universel, c'est-à-dire spirituel, de la pacification générale. Tant que ces conditions ne sont pas réalisées et reconnues, — et les pacifistes, précisément, d'esprit métaphysique et révolutionnaire, sont ceux qui s'y opposent le plus, — les positivistes se résigneront à ce qu'ils ne peuvent empêcher.

Dans l'anarchie, les peuples ne se défendent, ne se maintiennent et ne se développent que par la force brutale. Or l'Église n'a plus, malheureusement, la puissance

(1) A propos des intéressants et instructifs *Souvenirs d'un vieil homme*, par DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE, préface de FRÉDÉRIC MASSON (Ollendorff, éd.)

d'un gouvernement occidental et aucun autre pouvoir spirituel, c'est-à-dire universel, n'est constitué.

Auguste Comte n'avait pu prévoir qu'un jour l'existence même de la nation française serait compromise. Il pouvait penser que nous en avions fini avec les féroces entretueries humaines. Il espérait, naturellement, un progrès social, lent, mais continu, et nous avons subi depuis une rapide rétrogradation.

Mais les lois de la vie se vérifient dans la maladie comme dans la santé. Les principes positifs s'appliquent donc à notre état pathologique comme ils s'appliqueraient à notre état normal.

Je ne l'ai jamais mieux senti qu'en lisant les *Souvenirs d'un vieil homme*, de M. Dugué de la Fauconnerie, qui, d'ailleurs, malgré ses soixante-dix-sept ans bien sonnés, est resté vraiment jeune, — par la vivacité de l'intelligence et la verve du polémiste.

Cette première partie des *Souvenirs* d'un homme qui a joué un rôle des plus brillants dans le Corps législatif de la fin de l'Empire et dans les Assemblées trop parlantes de la République, elle va de 1866 à 1879.

Tout ce qui ne se rapporte pas à la guerre, avant et après, est rendu intéressant par le talent de cet excellent journaliste, son esprit naturel et la clarté de son style; mais ce qui s'y rapporte tient trop aux fibres françaises — surtout en ce moment — pour qu'on n'en soit pas absorbé de tout l'être.

Quelle leçon ! Et comme ce rappel vient à propos !...

En 1869, M. Dugué de la Fauconnerie, jeune député « démocrate césarien », déplorait non sans raison cette décapitation monstrueuse de la dictature napoléonienne qu'on a nommé l'Empire libéral. Entendons-le, dans le jargon politique, « libéralisme » ne signifie pas extension des libertés, mais seulement aggravation du parlementarisme. Et c'est tout le contraire, comme nous l'éprouvons présentement.

« Hélas ! écrit M. Dugué de la Fauconnerie, il me fallut peu de temps pour constater que les élus de 1869 ne valaient guère mieux que ceux de 1863, si même ils ne valaient pas moins, au point de vue de ce que l'on appelle « les surenchères électorales », puisque, sur plus de 700 candidats qui venaient de solliciter les suffrages des électeurs (candidats officiels, officieux, d'opposition dynastique ou intransigeants), nous n'avions été que 22 qui ne nous soyons pas, dans nos professions de foi, engagés à réclamer, sinon la suppression des armées permanentes, du moins une réduction sensible des contingents.

« 22 sur 700 !... Quel terrible symptôme de servilisme, de platitude, de lâcheté ! et qu'est-ce qu'on aurait pu attendre, même si nous n'avions pas eu la guerre et la défaite, d'une Chambre de 270 membres dont 248, désireux avant tout de battre leurs concurrents, n'avaient pas eu le courage de résister aux exigences aveugles et stupides des masses électorales ? »

Il en va ainsi de toutes les assemblées délibérantes, surtout quand leurs membres sont nommés à l'élection pour un temps. Si le parlementarisme est un dissolvant, le système électif, c'est-à-dire la désignation du supérieur par les inférieurs, est « radicalement absurde et anarchique ».

Les bavards allaient régner. Et Bismarck n'avait qu'à les laisser faire. Ils travaillaient pour lui.

M. Dugué de la Fauconnerie dénonce les « sinistres fantoches » qui ont préparé la défaite et l'invasion :

« J'ai entendu Jules Simon « se glorifier de n'avoir jamais « voté une seule mesure destinée à organiser ce que l'on appelle la paix armée ».

« J'ai entendu Ernest Picard déclarer que « rien ne justifiait « des armements qui écrasaient le pays ».

« J'ai entendu Jules Favre affirmer que « les Prussiens « n'avaient aucune intention belliqueuse et que les crédits « demandés par le ministre de la Guerre ne pouvaient servir « à rien qu'à ruiner la France ».

« J'ai entendu Garnier-Pagès proclamer pompeusement et prud'hommeusement que « les armées permanentes avaient « fait leur temps et que la vraie frontière, c'était le patriotisme ».

« J'ai entendu Magnin dire que les « prétoriens étaient jugés « et condamnés et que l'avenir appartenait à la démocratie « armée ».

« J'ai entendu E. Pelletan reprocher au maréchal Niel de vouloir faire de la France « une immense caserne », ce à quoi le maréchal lui répondit : « Prenez garde d'en faire un « immense cimetière ! »

« J'ai entendu M. Thiers, prenant des airs de prophète, affirmer que « c'était une fantasmagorie de présenter, comme « le faisait M. Rouher, des chiffres de 12, 13, 1.500.000 comme « étant ceux des hommes que l'Allemagne pouvait mettre sous « les armes ; qu'il fallait se rassurer ; que notre armée suffirait largement pour arrêter l'ennemi ; que, derrière elle, le « pays aurait le temps d'organiser ses réserves ; que l'on aurait toujours au moins deux ou trois mois, c'est-à-dire plus « qu'il n'en faudrait pour organiser la garde nationale mobile

« et utiliser le zèle des populations ; que d'ailleurs les volontaires afflueraient et que le gouvernement se défiait vraiment « trop du pays ! »

Et M. Émile Ollivier lui-même, qui devait assumer, d'un « cœur léger », la formidable responsabilité d'accepter la guerre, disait au cours des débats sur la loi militaire :

« Nous restons en face d'une loi dont le principe est celui-ci : les armées de la France — que j'ai toujours, pour ma part, trouvées trop nombreuses — sont insuffisantes. Leur effectif doit être augmenté et porté à un chiffre exorbitant. Mais pourquoi donc ? Qu'on nous le dise ! Où est la nécessité ? Où est le péril ? Qui nous menace ? Qui nous inquiète ? Personne. Non ! personne ne nous menace ; nulle part il n'y a péril. Personne ne veut nous provoquer, nous déclarer la guerre. »

Ainsi les parlementaires paralysaient tout effort d'organisation de la défense nationale, cependant que Bismarck, comme il l'a reconnu plus tard, soudoyait la presse pour exalter les foules et les entraîner vers l'abattoir qu'il avait savamment aménagé.

Nous avons retrouvé le sinistre Thiers. L'abominable ambitieux, dès le début du conflit, s'agite dans les coulisses pour susciter des embarras au gouvernement, rendre tout arrangement impossible. Il n'apparaît pas toujours en personne ; mais il a ses hommes.

M. Cochery entre autres. Celui-ci, le 6 juillet 1870, interpelle le gouvernement.

« Nous demandons à interpeller le gouvernement sur la « candidature éventuelle d'un prince de la famille royale de « Prusse au trône d'Espagne. » Tel était le texte de l'interpellation, dont tous les mots, évidemment choisis et pesés par M. Thiers, faisaient, pour ainsi dire, balle et passaient par-dessus le Rhin pour atteindre le roi Guillaume. »

Cette fameuse séance du 6 juillet serait déconcertante si l'on ne savait que les Assemblées politiques ont parfois de véritables crises d'hystérie collective. Notre auteur, qui n'en revient pas encore, se borne à constater l'enthousiasme général pour la guerre :

« Spectacle inoubliable que celui que la Chambre offrit ce jour-là ! Mais ce qu'il y eut de plus frappant, de plus extraordinaire, de plus inattendu que tout le reste, ce fut l'attitude de la gauche, la transformation subite de ce groupe d'hommes qui, depuis trois ans, ne cessaient de s'opposer — et avec quelle violence ! — à l'organisation de la défense nationale et qui, comme s'ils eussent été mus par une force irrésistible, acclamaient tout à coup la guerre.

« Je vois encore, debout, eux aussi, sur leurs bancs, Jules Simon, Ferry, Picard, Dorian, Magnin, Kératry, Barthélemy Saint-Hilaire, futur chef du cabinet de M. Thiers, Lecesne, Bethmont, Jouvencel, Guyot-Montpayroux, Steenackers, Rampon, etc., en un mot, tous ceux qui ont voté la guerre et, plus ardent, plus frémissant que tous les autres, Gambetta, criant de toute ses forces qu'il fallait en finir de la Prusse et de ses arrogances. »

Mais le 15 juillet, après la dépêche d'Ems, falsifiée par Bismarck, après la digne déclaration d'Émile Ollivier accueillie par acclamations, quelques politiciens jugent

le moment venu, — maintenant que rien ne peut arrêter la France dans sa course à l'abîme, — de dégager leur responsabilité (1).

« En vain le petit Thiers, oubliant, le vieux singe, qu'il était de ces criminels qui, tout en paralysant la défense nationale, n'avaient pas cessé d'exciter la fibre belliqueuse de la nation, en rappelant, à tout propos, « la honte de Sadowa », adjure la Chambre de ne point accepter la responsabilité d'une guerre « que rien ne justifiait » ; en vain Jules Favre et Arago déclarent que si on a la guerre, c'est que le gouvernement la veut et qu'il ne faut pas voter le crédit de 50 millions demandés par le ministère; en vain Gambetta, à son tour, cherche à faire ajourner le vote en demandant que l'on communique à la Chambre les pièces confidentielles, dont la commission, présidée par le duc d'Albufera, a eu, seule, connaissance ; tout le monde comprend que l'heure n'est pas aux discours, et le crédit est voté par 255 voix contre 10. M. Thiers s'était abstenu, Gambetta avait voté *pour*. »

Le sort en était jeté !

(1) M. Dugué de la Fauconnerie nous rappelle « ce mot ignoble et criminel qu'une vieille canaille, de l'Académie française, devait dire quelques mois après : « L'année 1870 restera une année bénie, « puisqu'elle nous a délivrés de l'Empire, et que cela doit nous « consoler de la perte de nos deux provinces ! »

Cette « vieille canaille » que l'auteur, par une pitié excessive, ne nomme pas, c'est Vitet. S'ils n'ont pas eu le cynisme de celui-ci, s'ils n'ont pas, par prudence, prononcé le « mot ignoble et criminel », soyons assurés que les Jules Favre, les Thiers, les Barthélemy Saint-Hilaire l'ont pensé. Cela caractérise l'âme de ces naufrageurs, de ces Thénardiens de l'arrivisme et de la cupidité.

Et tout le politicien est là. Demain, quand les Allemands seront à Nancy, il y aura encore de ces bavards qui discuteront pour ou contre la représentation proportionnelle, et qui trouveront que ce n'est pas assez payer de la Bourgogne et de dix milliards la réalisation du procédé électoral qui doit leur garantir définitivement le pouvoir et ses profits.

Et l'Empereur ?

Fidèle à celui qu'il servit avec dévouement, fidèle à ses amitiés, M. Dugué de la Fauconnerie cherche à le faire acquitter par la postérité. C'est d'un beau courage de partisan.

Mais, pour reprendre le mot du duc d'Aumale à Bazaine, « il y a la France ».

Il est bien vrai que Napoléon ne s'est décidé à faire la guerre qu'à regret. Il eût dû se souvenir pourtant que, plus on diffère de se résoudre à l'inévitable pour éviter les conséquences, plus on aggrave ces conséquences. C'est ce que nous faisons encore en France depuis un quart de siècle, — et nous le payerons cher.

« Si nous avions pu entrer en Allemagne, reconnaît lui-même M. Dugué de la Fauconnerie, nous aurions écrasé la Prusse; les Prussiens sont entrés en France, ils nous ont écrasés. »

Pour nous montrer que tout le monde poussait à la guerre, l'auteur nous cite de curieux extraits des journaux de toutes opinions. Et nous savons comment Bismarck s'y prenait pour s'assurer ce précieux concours.

En voici un échantillon pris dans *la Presse* du « pacifiste » Émile de Girardin :

« Les résolutions de guerre que nous allons apprendre n'émanent pas du gouvernement. Le gouvernement était irrésolu; il voulait, dans quelques-uns de ses chefs, du moins, se laisser arrêter par des concessions dérisoires. Ces résolutions sortent des entrailles même du pays. »

Le journaliste s'inspirait ainsi de la pure doctrine plébiscitaire. On ne voit pas ce qu'un « démocrate césarien » y peut reprendre. Voilà la volonté nationale en jeu ! Et c'est Bismarck qui tire les ficelles.

S'il est extrêmement dangereux, pour un pays, de n'avoir pas de chef indépendant, durable, responsable, et donc pas de gouvernement, il l'est bien plus, n'en ayant pas, de pouvoir croire qu'il en a un.

M. Dugué de la Fauconnerie écrit :

« Ce n'était pas la faute du maréchal Niel si, au mois de décembre 1867, on lui avait refusé les millions qu'il demandait pour organiser ses réserves; si, en 1869, au début de notre législature, alors qu'il conjurait la Chambre de mettre à sa disposition les ressources nécessaires à l'accomplissement de sa mission, M. Jules Favre et ses amis lui répondaient que « l'organisation, en pleine paix, d'un instrument de guerre, « était une coupable folie, une mesure funeste aux finances « du pays, funeste à sa moralité, funeste à sa grandeur et à « sa prospérité matérielle dont le gouvernement paraissait disposé à ne tenir aucun compte » !

« Et c'était encore moins la faute de l'Empereur s'il y avait, au Palais-Bourbon, une bande d'ambitieux et de conspirateurs qui tous préparaient la défaite par le désarmement, ceux-là parce qu'ils cherchaient avant tout à assurer leur réélection, ceux-ci parce que leur seule pensée, leur seul objectif, leur seul but, étaient de s'emparer du pouvoir, fût-ce sur les ruines de la Patrie. »

Eh bien ! non, ce serait trop facilement passer l'éponge... La sottise et l'ignominie de ceux qui voulaient

s'emparer du pouvoir n'atténuent aucune des fautes irrémissibles de ceux qui voulaient le garder coûte que coûte.

Mais je laisse résumer par l'auteur lui-même son éloquent et habile plaidoyer :

« Je voulais avant tout montrer comment le régime de démocratie et d'autorité qu'était l'Empire à son origine, et qu'il aurait dû rester, était peu à peu devenu, d'abord par suite des propres inspirations de l'Empereur et ensuite par l'influence de M. Émile Ollivier, un régime de bavardages, de conflits, d'intrigues et de crises.

« Je voulais montrer que c'est un mensonge de dire que l'Empereur a voulu la guerre; un mensonge de dire que ce fut la faute de l'Empereur si nous n'étions pas prêts; un mensonge de prétendre que Napoléon III ait fait preuve, pendant la campagne, d'incapacité et de faiblesse; un mensonge, enfin, plus impudent que tous les autres, de lui reprocher d'avoir, pour sauver l'existence de quatre-vingt mille hommes, remis son épée au roi de Prusse.

« Je voulais montrer que si Sadowa fut (comme je l'ai toujours reconnu) le premier acte de la tragédie qui s'est terminée à Sedan; que si l'Empereur a manqué de clairvoyance en permettant à la Prusse, en 1866, d'écraser l'Autriche; que si la politique italo-prussienne fut une faute capitale et le commencement de nos malheurs, il ne fallait pas, la faute commise, la ressasser comme l'ont fait M. Thiers et les membres de l'opposition en disant tous les jours que « M. de Bismarck « se trompait s'il pensait que nous fussions comme en 1866; « que si l'Empire autoritaire avait pu accepter certains affronts, « la France libérale ne les accepterait pas; que nous venions « de renaitre à la liberté et que nous étions prêts à la guerre « plutôt que de nous contenter, comme le gouvernement « paraissait disposé à le faire, de concessions dérisoires ! »

« Je voulais montrer que, quand des misérables (comme j'en ai connu) ont osé rappeler que l'armée, que les généraux battus par les Prussiens étaient « l'armée et les généraux de « l'Empire », on avait le droit de leur répondre : oui, c'étaient l'armée et les généraux de l'Empire, les soldats et les officiers de l'Alma, d'Inkermann, de Traktir, de Malakoff, de Magenta et de Solferino ; et dans la crise tumultueuse de 1870, ils sont restés ce qu'ils étaient, braves, stoïques, tenaces, admirables dans la douleur ! Seulement, ils ont été écrasés par le nombre, parce que l'opposition ne cessait pas, depuis trois ans, dans la presse et à la tribune, de réclamer la réduction, quand ce n'était pas la suppression des armées permanentes ; de s'élever avec acharnement contre tous les projets de réorganisation militaire ; de réduire à 32 millions le crédit de 110 demandé pour les fortifications de nos places fortes de l'Est ; de diminuer de 10.000 hommes le contingent annuel déjà trop faible ; de désarmer les forteresses en faisant rentrer dans les magasins les canons et les affûts et de renvoyer, par anticipation, 30.000 hommes le 28 juin, exactement vingt jours avant la déclaration de guerre. »

Voici donc : l'Empereur, utopiste, s'est trompé ; l'Empereur, trop bon, ne savait pas ; l'Empereur, trop faible, ne pouvait pas.

Eh bien ! quand on est un chef, on n'a pas le droit d'être utopiste, ni trop bon, ni faible.

Auguste Comte, alors, avait construit sa *Politique positive*, et l'Empereur avait eu parmi ses conseillers intimes un positiviste, le sénateur Vieillard, son ancien précepteur. Il n'a donc ignoré les principes fondamentaux de toute politique que par négligence et paresse d'esprit.

Mais passons-lui ses illusions d'utopiste, son erreur grossière sur le parlementarisme. Dès qu'il s'est aperçu

que ce parlementarisme rendait tout gouvernement impossible, il devait réagir.

Et, au besoin, par la force. Quand on a su faire un coup d'État pour s'emparer du pouvoir, il faut savoir en faire un autre pour accomplir dignement les devoirs que le pouvoir implique.

Si des scrupules lui étaient venus avec l'âge, s'il était « trop bon » ou « trop faible », il n'avait qu'à abdiquer. On ne garde pas le pouvoir, et ses avantages, et ses honneurs, quand on ne peut l'exercer vraiment.

Il est bien vrai que Napoléon n'a pas voulu la guerre. Mais c'est là sa faute de ne l'avoir pas voulue, et donc préparée, alors qu'il y a été amené. S'il n'est pas responsable de la guerre, il l'est de la défaite.

Ce n'est pas, il va sans dire, l'opinion de notre auteur :

« *Le 4 septembre*, — en prenant le portefeuille des Affaires étrangères, M. Jules Favre est informé, par une dépêche de l'empereur de Russie, que l'on pourrait faire la paix moyennant une indemnité, sans aucune cession de territoire.

« On continue la guerre !

« *Le 20 septembre*, — c'est-à-dire quinze jours après le renversement de l'Empire, alors que les échecs ayant succédé aux échecs, l'ennemi, qui n'occupait le 4 que neuf départements, en occupe seize, Jules Favre se décide à aller à Ferrières demander un armistice. M. de Bismarck consent à faire la paix, moyennant la cession de Strasbourg et de sa banlieue, mais à la condition que l'on élise une assemblée, la Prusse ne voulant traiter qu'avec des représentants du pays.

« On continue la guerre. »

Le 30 octobre, l'invasion s'étendant sur dix-neuf départements, la Prusse, d'après les dires de M. Thiers, se fût contentée alors de l'Alsace et de 2 milliards.

Enfin, le 28 janvier, quarante départements étant envahis, Bismarck exige l'Alsace, la Lorraine et 5 milliards.

« Tout cela est de l'histoire et prouve, conclut l'auteur, sans qu'il soit besoin de se livrer à aucun commentaire, que ce n'est pas l'Empire, que ce n'est pas l'Empereur, que ce n'est pas l'Impératrice, que ce sont les hommes du 4 septembre qui ont perdu nos deux provinces, sans compter 4 milliards de plus d'indemnités, 3 ou 4 milliards de plus de dépenses, et — ce qui est pire que tout le reste — l'existence de tant de milliers de soldats. »

Les hommes du 4 septembre, qui n'ont cherché qu'à tirer parti des malheurs de la patrie, me sont aussi odieux qu'à M. Dugué de la Fauconnerie. Mais, vraiment, on ne saurait leur reprocher d'avoir continué la guerre engagée et les rendre seuls responsables des désastres épouvantables qui s'ensuivirent. Leur intérêt fut d'être patriotes, et ils le furent à leur manière.

Le principal responsable restera donc, devant l'histoire, le gouvernement de Napoléon III.

Malgré l'impéritie, l'incurie de l'administration impériale, l'insuffisance du commandement, l'indiscipline des troupes, au 4 septembre, on pouvait vaincre encore. M. Dugué de la Fauconnerie le constate lui-même quand il nous dit à quelles conditions fort douces Bismarck eût traité alors. Et pouvant espérer encore, on devait tout tenter pour refouler les Prussiens.

Même au 20 septembre, Bismarck n'est pas certain du succès final, puisqu'il n'exige pas tout.

Il n'est plus possible, d'ailleurs, de reculer, et, dès lors, c'est pour l'honneur que les Français se sont battus. Cela aussi doit être défendu. Les Allemands y ont appris, suivant l'expression de P.-L. Courier, qu'il n'y a aucun agrément à conquérir un pays qui ne veut pas l'être. Et c'est la « guerre à outrance », sans doute, qui nous a préservés, en 1875, d'une autre invasion.

G. DEHERME.



Tous les sophismes de l'orgueil ne sauraient empêcher l'esprit positif de reconnaître que toute révolte émane des impulsions personnelles. Il faut aspirer à l'unité sympathique pour apprécier la dignité de la soumission, comme principale base du perfectionnement moral.

AUGUSTE COMTE.

PATRIE & RELIGION

EN SOUVENIR D'ANATOLE LEROY-BEAULIEU

La génération qui est arrivée à l'âge d'homme entre 1860 et 1865 voit ses rangs s'éclaircir singulièrement : l'un de ses représentants les plus distingués, Anatole Leroy-Beaulieu, a disparu au mois de juin dernier en laissant le souvenir d'une haute intelligence, d'un caractère noble et généreux, d'une carrière bien remplie. Je voudrais marquer les traits par lesquels cette mémoire se recommande à notre attention et, s'il était possible, tirer de cet examen quelques leçons pour l'avenir.

Le grand public a retenu le nom d'A. Leroy-Beaulieu comme de l'écrivain qui nous a initiés au fonctionnement de cette énorme machine administrative et politique qu'est l'Empire des tsars ; mais il n'est, pour ainsi dire, pas une des questions de politique européenne et mondiale agitées au cours du dix-neuvième siècle, où il n'ait porté son ardente et précise curiosité : unification de l'Italie, reconstitution de l'Empire germanique, réorganisation de l'Austro-Hongrie, naissance des États

balkaniques, etc. Par le volume et par la revue, A. Leroy-Beaulieu s'est appliqué inlassablement à comprendre et à faire comprendre l'évolution par laquelle les vieux organismes de l'Europe se sont transformés, en même temps que se constituaient de jeunes nationalités arrivant par étapes à l'indépendance politique. Cet enseignement par la plume fut complété par celui qu'il donnait à l'École libre des sciences politiques, et on ne saurait trop louer l'effort qui fut fait ainsi de substituer des vues objectives et réalistes aux conceptions purement théoriques, toutes de convention et d'artifice, que les écrivains politiques français du dix-neuvième siècle ont recueillies docilement des doctrinaires du dix-huitième siècle et de la Révolution française.

D'après la tradition républicaine, l'homme est le même sous tous les climats, dans toutes les races, dans toutes les religions, dans toutes les nationalités; l'instruction doit faire de lui un citoyen du genre humain arborant pour décalogue la Déclaration des droits de l'homme. D'où l'abolition théorique des frontières, le pacifisme, les États-Unis d'Europe en attendant les États-Unis du monde. Très patiemment, avec adresse, avec grâce, avec bonne humeur, A. Leroy-Beaulieu fait voir les caractères qui déterminent l'Italien, l'Espagnol, l'Allemand et créent aux différentes nationalités un moule propre, indélébile et indestructible.

Un Français qui va en Suisse et qui ne se dit pas — ou ne proclame pas tout haut — que la Suisse serait parfaite si elle harmonisait ses institutions sur le modèle de la France, cet homme est une exception.

Un Français qui va en Belgique et qui ne se dit pas —

ou ne déclare pas à tout venant — qu'il ne manque qu'une chose à la Belgique pour être parfaite, c'est de s'inspirer davantage des modèles que lui présente la France, cet homme-là est une exception.

Il m'est arrivé, en séjour dans l'un ou l'autre de ces pays, d'être désagréablement affecté par la manière dont la plupart de nos compatriotes, sous un air de bienveillance protectrice et de condescendance, blessent le sentiment national de nos voisins. Neuf Français sur dix ne sont-ils pas convaincus que le grand regret des Belges et des Suisses, « intelligents » est de ne point appartenir à la France ?

Quand les hommes instruits de l'étranger — les Allemands, les Russes, les Italiens, les Anglais — virent un écrivain français joindre à la clarté de l'exposition et à l'élégance qui sont nos qualités natives, un jugement ferme et impartial, un parti pris de reconnaître à chaque type national sa raison d'être et ses qualités propres, ils en éprouvèrent une très agréable surprise, et le nom d'A. Leroy-Beaulieu a joui, et continuera longtemps de jouir, auprès d'eux, d'un prestige que justifie sans doute son talent, mais qu'explique davantage encore sa rupture avec les détestables errements des Victor Hugo et des Michelet.

A. Leroy-Beaulieu, par son effort à restituer les caractères moraux et intellectuels des diverses nationalités, a rendu à notre pays un grand service.

Il lui en a rendu un second en s'efforçant, avec une douce obstination, à montrer que le facteur religieux est inséparable de toute vie nationale et qu'il en fait partie d'autant plus qu'un pays repose sur d'anciennes traditions.

Ce n'est pas à dire qu'il n'eût pas passé, lui aussi, par la crise du rationalisme; mais il en avait triomphé de bonne heure et avait su associer à l'indépendance de sa recherche le sentiment des obligations dont les pays qui ont subi l'influence chrétienne sont redevables à l'Église.

Dans son enseignement à l'École libre des sciences politiques, il s'attachait à montrer les liens qui unissent le culte national au développement général des différents pays d'Europe. Là encore il a rétabli les communications entre le passé et le présent, opposant à la folle outrecuidance des jacobins des faits significatifs, à l'athéisme officiel les leçons de l'histoire.

Grâce à lui, beaucoup de jeunes hommes ou d'hommes jeunes entrés dans les fonctions publiques ont vu leur attention arrêtée sur des questions, qu'un rationalisme borné déclarait indignes de la préoccupation de l'homme public et qui se dressent à nouveau devant la France contemporaine comme d'inéluctables obligations.

♦♦

Avec la détestable invasion de la politique dans tous les problèmes de la vie nationale ou de l'économie sociale, sous la sommation des hommes médiocres et ignorants qui constituent la majorité de nos corps délibérants, sous l'intolérable oppression du journal quotidien qui nous dicte nos jugements sur les personnes et sur les choses, le mérite d'un homme qui, pendant quarante ans, poursuit sa tâche d'informateur probe et impartial, s'efforçant de nous introduire dans la vie intérieure des nations qui nous enserrent, de nous faire comprendre leurs aspirations et leurs procédés d'action,

ce mérite n'est pas mince. Au dehors il valut, nous l'avons dit, un grand crédit à l'auteur de *l'Empire des tsars*; chez nous, ses amis ne surent pas même mettre à sa disposition une chaire au Collège de France.

Assurément, A. Leroy-Beaulieu donnait tout d'abord une satisfaction à ses goûts personnels de haute curiosité en restituant à chacune des nations européennes ses caractères propres, en faisant voir dans quel sens l'une ou l'autre était aiguillée par ses traditions non moins que par ses intérêts, par sa façon particulière de sentir et de comprendre, par ses affinités comme par ses répulsions natives.

Mais notre politique jacobine ne vit-elle pas — et ne s'obstine-t-elle pas à continuer de vivre — sur le vieux fonds du cosmopolitisme révolutionnaire des Michelet et des Victor Hugo ? La Révolution fait la guerre aux tyrans pour délivrer les peuples asservis et les introduire dans la nouvelle Salente. Le frère cadet du radicalisme, le socialisme, tenant compte de ce fait que le suffrage universel met les gouvernements à la merci du nombre, croit plus expédient de prêcher l'internationale ouvrière, celui-là seul étant digne du nom d'homme et du titre de citoyen, qui fait œuvre de ses dix doigts. Entre ces deux frères devenus rivaux, le vieux libéralisme susurre faiblement ses appels à l'entente.

A. Leroy-Beaulieu fut attaché comme professeur d'abord, comme directeur ensuite, à l'École libre des sciences politiques, fondée au lendemain de la guerre par E. Boutmy. La pensée à laquelle répondait cette institution est assez curieuse; elle est en même temps symptomatique du désordre des esprits.

Boutmy, qui consacra une si souple obstination au succès de l'École de la rue Saint-Guillaume, était pénétré de la déplorable insuffisance de notre personnel politique. L'Empire tombé, nous n'avions plus en perspective que des avocats sans préparation précise aux fonctions publiques. Boutmy et ses amis, parmi lesquels il faut compter Taine, rêvaient pour notre pays le régime parlementaire anglais et, beaucoup plus renseignés sur l'Angleterre du passé que sur celle qu'ils avaient sous les yeux, ils la félicitaient de confier le soin de l'État à des hommes de haute culture, aux lauréats d'Oxford et de Cambridge, et celui de l'administration à des personnes éprouvées. Ils ouvrirent donc, sous les plus modestes allures, des cours préparatoires aux fonctions électives ou aux postes administratifs, finances, affaires étrangères, etc.

Ils durèrent assez pour voir que — contrairement à leur pensée — l'Angleterre préférerait de plus en plus les orateurs de réunions publiques aux hommes de préparation méthodique et que notre propre pays lui servait avantageusement de modèle sur ce point. Alors l'École des sciences politiques restreignit ses ambitions et devint essentiellement une école préparatoire aux concours qui ouvrent l'accès de l'Inspection des finances, de la Cour des Comptes, du Conseil d'État, des carrières consulaire et diplomatique.

Cependant il subsista dans les programmes de l'École de la rue Saint-Guillaume une partie théorique, et c'est dans ce cadre qu'A. Leroy-Beaulieu put exercer son utile office d'informateur lucide et impartial sur le terrain de la politique étrangère. Je voudrais croire que les jeunes

gens qui ont suivi ses cours y auront puisé l'horreur des billevesées que les loges maçonniques et les grands chefs du radicalisme entretiennent pieusement sur ce chapitre.

Je voudrais le croire ; car, depuis 1870-1871 où j'ai constaté l'incapacité de la majorité de nos concitoyens à comprendre le programme d'avenir de l'Allemagne ou de l'Italie, la situation ne s'est pas sensiblement améliorée. Dans ces derniers mois encore, — pour ne pas dire dans ces dernières semaines, — nous avons assisté à des tentatives de rapprochement franco-italien ou franco-allemand qui reposent sur le plus déplorable malentendu. Certain personnel démodé, qui figure trop volontiers sur les estrades des congrès internationaux, proclame inlassablement l'union des races latines sur le terrain des souvenirs de Rome et l'union de la patrie de Voltaire avec celle de Goethe sur le terrain de la spéculation philosophique et de la civilisation générale. D'autres émissaires vont revendiquer les droits des Slaves contre l'oppression allemande ou autrichienne, énervant encore, s'il était possible, les médiocres efforts de notre représentation diplomatique et exaspérant à plaisir des susceptibilités trop aisément éveillées.

♦♦

Le mal, en effet, est invétéré et nous n'aurons chance de le vaincre que par un changement total d'orientation.

Depuis l'effroyable crise de la Révolution, la France est désorbitée ; car la Révolution s'est proposé de réaliser

dans les faits l'idéal philosophique du dix-huitième siècle, qui fait reposer la société sur l'individu conscient de ses droits de citoyen et subordonnant les intérêts du groupe à leur satisfaction, qui ramène l'idée de patrie à un concert, toujours révocable, dont chacun peut se retirer quand il lui plaît. Le catéchisme du parfait républicain, — autrement dit les *Éléments d'instruction civique* d'Aulard, — le déclare très nettement. C'est la Révolution française qui a fondé *la nation*, et le patriotisme n'est pas autre chose que « le sentiment de la solidarité entre tous les membres de la grande famille française ». — « Le rôle de la France dans le monde, tel que la Révolution française l'a défini, c'est de proclamer le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, c'est de donner l'exemple de la fraternité entre les peuples, c'est de prêcher l'horreur de la guerre et de rendre à l'avenir la guerre impossible par la fraternité des peuples, par la diffusion pacifique des principes de 1789. » La conséquence est que, le jour où les droits de l'homme seront proclamés en Allemagne, en Suisse, aux États-Unis, en Italie, — en Chine peut-être ou au Portugal, — nous n'aurons plus aucun motif de rester français plutôt que de nous déclarer allemands ou italiens; nous n'aurons, en revanche, plus rien à défendre en France le jour où celle-ci retomberait dans les errements de la monarchie ou d'une direction réactionnaire : ce jour-là, nous n'aurons qu'à secouer contre elle la poussière de nos pieds.

Je n'insiste pas sur ce point, le patriotisme conditionnel des jacobins et des socialistes ayant été suffisamment mis en lumière par une série de déclarations récentes émanant des représentants les plus autorisés de ces groupes.

Mais cela n'est, en quelque sorte, que la manifestation morbide d'une maladie constitutionnelle et c'est cette maladie qu'il faut caractériser avec précision. Elle consiste dans la destruction systématique de tous les caractères propres au terroir français à cette fin de laisser subsister l'homme tout court, l'homme mondial. Et tandis que les niais répètent avec orgueil la phrase bien connue : « Tout étranger a deux patries, la sienne, puis la France », — le Français naît citoyen du monde avant d'être le fils de son propre pays.

Fils de la Révolution, Napoléon I^{er} annexe brutalement provinces et royaumes à son empire, convaincu qu'avec une bonne administration il donnera toute satisfaction aux populations étrangères incorporées. Qu'ont-elles à réclamer après que, conformément à la Déclaration des droits, on leur a garanti « la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme, qui sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression » ?

Ce type cosmopolite n'avait pu manquer de recevoir l'applaudissement de l'Europe civilisée du dix-huitième siècle. Les idées de la France furent alors fêtées, avec sa langue, à Berlin comme à Londres, à Saint-Petersbourg et à La Haye. Il en résulta une « internationale » d'hommes instruits, dont le signe de ralliement fut un vernis de bonnes manières et une teinture de philosophie voltairienne. Cette internationale-là était, en réalité, plus perfide et plus dangereuse que les deux internationales qu'a vu se développer et grandir le dix-neuvième siècle, l'internationale financière et l'internationale ouvrière. Mais tandis que les autres nations, averties par la brutale con-

quête napoléonienne, rejetait énergiquement le virus, nous le cultivions avec amour pour empoisonner plus sûrement le sang des générations nouvelles. Tant que nous n'aurons pas renié cette tentative d'altération de la vraie monnaie française, cette neutralisation des vertus et des croyances traditionnelles, cette émasculatation de la virilité ancestrale, le danger subsistera.

A. Leroy-Beaulieu, en mettant en lumière les caractères propres aux races et aux nationalités, a réagi de la façon la plus utile contre un préjugé qu'il n'avait pas à attaquer de front, — tâche dont Taine se chargeait. Son œuvre sur ce point a été saine et utile.

Le programme révolutionnaire, en même temps qu'il efface les traits propres à chaque peuple et notamment ceux qui constituent notre individualité précise, — de par la fête de la Fédération (14 juillet 1790), fut formée la *nation française*, dit l'ineffable manuel Bayet-Aulard, et désormais « la patrie, ce fut le peuple, tout le peuple formé en société fraternelle de citoyens égaux en droits », — raie la religion de la liste des éléments essentiels à une société organisée. Sur ce point encore, A. Leroy-Beaulieu réagit vigoureusement contre les intolérances du jacobinisme et contre les indifférences du libéralisme politique, qui s'est rallié à la thèse de la laïcité. Il établit qu'il n'y avait pas une nation en Europe, pas même la nôtre, qui pût se désintéresser de la question religieuse.

Qu'il ait apporté dans la défense de cette thèse de grands tempéraments, des ménagements que quelques-uns ont pu trouver excessifs, on ne saurait en bonne foi le lui reprocher en constatant dans quel milieu étroit-

tement fermé — le milieu universitaire de l'Enseignement supérieur — il avait ses plus intimes relations. Il a courageusement et patiemment appliqué son effort à redresser, sans raideur et sans pédantisme, des erreurs qui continuent d'intoxiquer les milieux intellectuels.

Il semble que la situation présente réclame une lutte d'idées plus immédiate et qu'il convienne de s'attaquer directement aux sophismes et aux mensonges qui ont dominé l'éducation publique en France depuis un siècle. Un ancien ami de Leroy-Beaulieu, Eugène d'Eichthal, le loue, en employant ses propres expressions, d'avoir « toujours travaillé au rapprochement des esprits et à la paix religieuse, comme au rapprochement des classes et à la paix sociale ». — « Beau programme de vie, dit à son tour M. d'Eichthal, qu'il rappelait en tête d'un de ses plus courageux écrits contre les « doctrines de haine », ce qu'il nommait les trois anti : l'antisémitisme, l'anti-protestantisme, l'anticléricalisme (1902) et dont il démontrait qu'aucune d'elles n'est féconde. » D'autres ont rappelé son intervention en faveur des populations chrétiennes d'Orient soumises à d'odieuses persécutions, particulièrement des Arméniens.

La question qui doit se poser en présence d'une vie et d'une œuvre aussi dignes d'éloges, c'est de savoir si un simple programme de liberté et de tolérance répond réellement aux nécessités modernes.

Programme essentiellement négatif, en effet, qui dans la bouche et sous la plume des maîtres de la génération

à laquelle appartenait Leroy-Beaulieu, à savoir des Jules Simon et des Laboulaye, a énérvé à la fois l'influence chrétienne, la défense nationale, le gouvernement, l'administration, la hiérarchie sociale, le sentiment des obligations de l'individu envers le groupe !

Est-il à propos de prêcher le support mutuel de toutes les opinions sans distinguer entre elles, de méconnaître ce que des polémiques excessives ont pu présenté de vrai et d'utile ?

Est-il suffisant de définir l'antisémitisme comme n'étant qu'une doctrine de haine, alors que la finance juive, maîtresse des journaux, subordonne la vie publique aux intérêts matériels et devient le plus effroyable agent de démoralisation ?

Est-il à propos de mettre sur le même pied l'antiprotestantisme — attaques tant soit peu incohérentes dirigées par quelques groupes privés contre des hommes qui ont bec et ongles pour se défendre — et l'anticléricalisme — lisez l'anticatholicisme, — c'est-à-dire une tentative de déchristianisation de la France, au service de laquelle le gouvernement met toutes les ressources du budget et toutes les armes d'une législation hostile (1) ?

Pas d'excès, respect, égards, tolérance ! Cela suffit-il pour faire vivre une grande nation, livrée sans frein aux excitations de la démagogie, aux turpitudes du roman et

(1) Protestant nous-même, nous voudrions voir tous nos coreligionnaires adopter à l'égard de la forme traditionnelle du christianisme que la France a résolument maintenue, après examen, au XVI^e siècle, — et qu'elle n'a pas répudiée au XIX^e malgré une active propagande, — une attitude de respectueuse déférence, qui devrait être, d'une façon générale, celle des minorités à l'égard de la majorité.

du théâtre ? Assurément non, répondrait Anatole Leroy-Beaulieu lui-même.

Tel que nous l'avons vu dans les dernières années de sa vie, il se rendait de plus en plus compte que la liberté est un mode d'action et non une doctrine, que l'avenir moral de notre pays est dans le retour aux sentiments de discipline, d'obligation, de devoir que seul l'enseignement chrétien peut maintenir et fortifier, comme son avenir national est lié à la résurrection de l'idée de patrie.

Du spectacle des dix dernières années se dégagent des leçons qui mettent tout homme de saine raison en demeure de lier définitivement partie avec l'anarchie, ou de se retourner résolument contre le désordre en lui opposant une foi qui plonge aux entrailles mêmes de la France, qui l'avait faite grande, qui seule lui permettra de le redevenir.

MAURICE VERNES.



AUCUN fanatisme spécial ne disposant, de nos jours, à négliger le but pour les moyens, toutes les âmes vraiment religieuses peuvent se réunir contre les dangers universels de l'irréligion.

AUGUSTE COMTE.

NOTES SUR L'ÉDUCATION ⁽¹⁾

Perfectionnement final.

Si, durant la première phase, l'éducateur doit viser la culture de l'attachement, et, durant la seconde, celle de la soumission, c'est à la bonté qu'il faudra penser dans la suite.

Mais il s'agit de bien s'entendre sur le sens de ce mot. La souffrance que nous inflige le spectacle de la douleur relève pour sûr de cette inclination. Seulement, elle n'en offre qu'une forme très rudimentaire. Quand il atteint sa plénitude, ce sentiment se préoccupe d'effacer le mal ou au moins de le diminuer. Il veut des résultats. La compassion toute seule lui apparaît comme un moyen utile sans doute pour adoucir les peines de nos semblables, mais au delà duquel on doit tendre autant que possible à des fins plus réelles. Puis, la vraie bonté sait sacrifier le moindre bien au bien plus grand. Il en résulte que beaucoup méconnaissent quelques-unes de ses formes supérieures. Les êtres vraiment bons se reconnaissent à ceci qu'ils réussissent généralement, quand ils se décident à une intervention. Je parle, bien entendu, d'une réussite durable. Je parle aussi de celles qui intéressent autrui. Ainsi l'éducation se présente comme une œuvre

(1) Voir la *Coopération des idées* des 1^{er} et 16 octobre 1912.

de bonté qui tend à produire, chez les jeunes sujets, tout le mieux réalisable, — fort différent de la perfection qui échappe toujours.

Notre troisième sentiment social ne saurait atteindre sa force qu'après un essor suffisant des deux premiers. De courtes réflexions le feront comprendre.

Pour que le désir puisse naître en nous de travailler à des améliorations dont profitera un être autre que nous, il faut que l'existence de cet être nous intéresse dans une certaine mesure. C'est pourquoi nos proches et nos amis seront toujours les premiers bénéficiaires de notre bienveillance. Mais, quand le sentiment social arrive à une certaine plénitude, il s'étend, au delà des individus, à de véritables collectivités qui seront la famille prise globalement et considérée dans son prolongement à travers les âges, la ville ou la commune, l'entreprise agricole, commerciale, industrielle, en tant que groupe ayant sa vie propre, ou encore la patrie, voire la société humaine tout entière. Pour les êtres collectifs comme pour les individus, notre bonté ne s'éveillera qu'autant que notre existence personnelle sera devenue solidaire de la leur, au point que les troubles dont ils peuvent souffrir retentissent dans notre propre cœur. Voilà pourquoi, dans la première partie de ces notes, j'ai tant insisté pour qu'on étende l'attachement au delà de la famille. Le dévouement à de grandes collectivités suscitera ainsi certains dévouements aux individus dont on serait tenté de s'étonner. Une femme mal mariée entourera son mari de soins pour donner le bon exemple, lequel exerce toujours une heureuse action rayonnante, et parce que le mauvais exemple rayonne lui aussi déplorablement.

Mais améliorer, c'est changer ce qui existe. Pour changer efficacement, il faut tenir compte des nécessités de toute sorte qui limitent notre vouloir. En vain m'efforcerais-je d'augmenter le rendement d'un champ de blé. Si je ne prends en considération et l'état du sol et les règles relatives à la culture des céréales, si je m'entête orgueilleusement à quelque méthode chimérique, je ne ferai rien qui vaille. En vain déploierais-je toute mon énergie au dressage d'un enfant. Si je demande à sa nature ce qu'elle ne peut donner, si je méconnais les lois de la psychologie, l'échec final sera infaillible. Or, tenir compte des nécessités, c'est se soumettre. Il faut même, pour l'exercice de la bonté, que la soumission ait acquis une grande souplesse; car, dans la moindre entreprise matérielle ou morale, son objet varie sans cesse. Le médecin qui soigne cinquante malades doit se soumettre à cinquante circonstances de faits différentes, et au moins à autant de règles thérapeutiques. Notre inclination altruiste la plus élevée s'appuie donc directement sur la précédente et la suppose tout à fait mise au point.

Enfin, ce n'est ni à quatorze ans, ni même à vingt et un, que le jeune homme ou la jeune fille réaliseront l'état moral qui fait question. Le problème se réduit à une simple orientation devant aboutir souvent bien plus tard. L'état présent de l'évolution humaine ne permet pas davantage. On devra se tenir pour satisfait, si on obtient de ces natures, nécessairement fort mobiles encore, des mouvements de bonté assez nombreux et assez caractérisés pour que soit certaine la possibilité de leurs retours. Et, pour ces retours, on comptera sur le souvenir de ces satisfactions si délicates et si profondes

qu'entraîne la certitude d'avoir réellement amélioré quelque chose autour de soi.

En premier lieu, on recherchera le point faible de l'enfant. Ce sera toujours ou une insuffisance de l'attachement, ou une aptitude trop minime à la soumission. Comme toute besogne compliquée, celle de l'éducateur comporte des rectifications finales.

Souvent les insuffisances seront imputables aux éducateurs eux-mêmes et surtout aux parents. Alors, qu'on reprenne la tâche en sous-œuvre. Constate-t-on trop de faiblesse du côté de l'attachement, à la suite de l'internat, par exemple? On s'efforcera, au besoin avec un peu de contrainte au début, de retenir l'enfant dans sa famille, et, s'il cherche trop à s'isoler, de lui découvrir d'honnêtes compagnies qui lui plaisent. Dans d'autres cas, ce sera la soumission mal cultivée sur laquelle il importera de revenir. Certains parents ont le tort de garder, avec leurs enfants, le ton de la camaraderie égalitaire au delà de la septième année. Cette méthode donne d'excellents garçons, pleins d'élan, mais qui ne prennent rien au sérieux et se montrent incapables de s'astreindre à la moindre des disciplines que comporte la vie. Qu'on adopte avec eux le ton de la gravité douce et ferme. Le temps perdu pourra se rattraper. Mais, vu leur âge et leur forte aptitude à réagir, on bannira, encore plus que durant la phase précédente, tout ce qui ressemblerait à de l'autoritarisme violent.

Quant aux natures d'un développement bien normal, on perfectionnera chez elles les deux premiers sentiments

altruistes par des méthodes graduellement modifiées, à mesure que l'enfant approche de la majorité.

Pour l'attachement à la famille, il s'agira, comme dans la phase initiale, de le fortifier en le rendant capable de supporter l'éloignement. Mais l'éloignement devra être bien plus sérieux que durant la première enfance. *Si le sujet n'a pas été soumis au régime de l'internat*, je trouve excellent qu'il passe une partie de ses vacances loin des siens. Les petits séjours à l'étranger, qui commencent à entrer dans les mœurs, atteindront encore mieux le but, dùt-il en résulter quelques souffrances de part et d'autre. Les êtres vraiment forts savent se sentir unis malgré la distance même considérable. Il leur suffit de pouvoir se rassurer assez souvent par un peu d'écriture dont le sens fondamental, toujours le même, se ramène à cette formule: « Nous vivons, donc nous nous aimons toujours. » Il faut laisser aux faibles cette forme primitive de l'union qui exige la juxtaposition perpétuelle. Le service de la société comporte toujours certaines séparations temporaires de ceux qui s'aiment. Donc, qu'on y prépare les êtres humains, surtout si on ambitionne pour eux autre chose qu'un rôle médiocre.

Les pratiques que je recommande auront encore un autre effet heureux. Si on n'y prend garde, notre premier sentiment social prend vite une forme qui le rapproche trop de l'égoïsme collectif. Vous connaissez certainement de ces familles très unies, où tout ce qui n'appartient pas au groupe familial est tenu pour peu digne d'intérêt, et où le reste de la société n'apparaît que comme matière à exploitation au profit du petit noyau dont on fait partie. Les familles de ce genre abondent dans notre bourgeois-

sie. Or, de même que le catholicisme demande aux hommes de s'aimer en Dieu, de même le positivisme leur prêche de s'aimer dans la société et pour elle. Mais on ne peut attendre un tel effort que de ceux qui sont capables de sympathies effectives pour un grand nombre de ses membres.

L'exclusivisme de l'attachement peut même offrir un danger plus grave encore. Lorsque ce sentiment n'atteint pas une certaine élévation, il se combine fort bien avec l'orgueil dominateur et peut devenir une source de persécutions. On voit des gens, qui ne supporteraient pas qu'on les séparât de telle personne, en faire le jouet de leur fantaisie, s'opposer sous prétexte d'affection à toute indépendance de leur part, et aller parfois jusqu'à la cruauté. L'extension des relations à l'extérieur me paraît un des meilleurs moyens pouvant remédier à de pareils abus, généralement consécutifs à trop d'isolement.

On voit qu'il y a fort à faire sur le seul chapitre de l'attachement. *La grande qualité que requiert cette inclination, c'est la solidité par où se trouve garantie la durée des liens : la fréquence des rapports ne vient qu'après, et souvent même on devra la sacrifier en vue de desseins un peu larges.*

* *

Tout aussi délicat sera le perfectionnement de la soumission.

L'erreur serait grande de forcer le jeune homme ou la jeune fille à prendre l'attitude soumise en présence de quiconque semble fort, parle haut et se prétend investi d'une autorité à laquelle on doit obéissance. Un coup

d'œil même sommaire jeté au delà de la famille leur révélera vite que les prétendues autorités sont fort nombreuses autour de nous, et pas du tout d'accord entre elles. Le commissaire de police qui ferme une école catholique en est une ; le religieux qui dirige cette école en est une autre. Troublante opposition !

Je crois qu'on aura éclairci pas mal de difficultés, si on apprend aux jeunes gens à *distinguer la soumission matérielle, qui n'incline que l'être physique, et la soumission morale, qui courbe l'être tout entier.*

Le plus souvent, la conservation personnelle exige qu'on ne résiste pas aux contraintes extérieures, et, comme je l'ai expliqué, notre conservation personnelle intéresse autrui. Si admirable qu'il soit, l'héroïsme demande à n'être pratiqué que dans des cas exceptionnels. Il doit se justifier soit par l'effet consécutif de l'exemple, soit par la peur qu'il peut éveiller chez certains êtres malfaisants. Alors le résultat compense vraiment la paralysie temporaire ou la mort auxquelles s'expose l'auteur de l'acte.

Mais, quand il est plus sage de céder à la force, il importe de faire savoir qu'on ne cède qu'à elle. Une âme un peu fière le proclamera bien haut, afin d'éviter toute équivoque. Donc, à partir de l'adolescence, l'éducateur évitera, encore plus que précédemment, de confondre l'obéissance et l'approbation. Si on a un ordre à donner et qu'il suscite quelque résistance raisonneuse, on dira : « Je vous demande d'obéir ; je ne vous demande pas d'approuver. » En ménageant ainsi la dignité du sujet, on ennoblit son caractère et il en résulte beaucoup de bien pour plus tard.

Même pour ces étourdis qu'il restera indispensable de

tenir d'un peu près au delà de la quatorzième année, l'effort pour obtenir la soumission devra s'accompagner de ménagements nouveaux. Qu'on se fâche de temps à autre, j'y consens, mais seulement lorsque les circonstances rendent tout à fait nécessaire le ton énergique et comminatoire. Le sujet discernera mal la gravité comparative de ses fautes, si on adopte trop fréquemment cette attitude. En outre, elle ne produit d'effet bien sérieux que de la part d'une personne ordinairement calme.

Je ne tiens pas pour mauvais qu'on laisse s'épuiser d'elles-mêmes certaines curiosités, certaines petites folies. On se contentera de veiller à ce qu'elles ne dépassent pas des limites peu dangereuses. Et même la surveillance devra se faire sentir le moins possible. Car, pour les garçons surtout, un peu d'expérience de la vie réelle offre des avantages certains, et j'ai déjà dit que les sottises de la dix-huitième année peuvent en prévenir de plus tardives qui sont aussi plus graves. Naturellement, on interviendra en cas de danger un peu sérieux. Parfois, on fermera les yeux sur ce qu'on ne pourrait empêcher sans produire chez l'enfant de ces secousses violentes d'où il résulte un mal plus grand que celui qu'on voudrait prévenir. Tout ceci est fort délicat et demande pas mal de finesse chez l'éducateur. Qu'il se préoccupe de calculer avec grand soin les conséquences de son intervention, et qu'il réfléchisse au préalable sur la forme qu'il se propose de lui donner. Le ton sur lequel on dit certaines choses a autant d'importance que les choses dites.

Pour bien des parents, la tentation devient forte de traiter leurs grands enfants en amis qu'on suppose rai-

sonnables. J'estime, quant à moi, que la distance doit se raccourcir progressivement. La supprimer toute serait une erreur. Mais on peut fort bien varier d'attitude, prendre le ton de l'amitié aux jours et aux heures où les jeunes gens montrent de la sagesse et de la déférence, pour revenir à une attitude plus froide lorsque la présomption juvénile les emporte. Il n'est pas rare de les voir déployer une habileté de courtisans afin d'obtenir certaines licences. Qu'on ne s'y laisse pas prendre. Qu'on sache dire « non » avec une fermeté exempte d'irritation. Le prestige est à ce prix, pour le père comme pour la mère.

A mesure que le sujet avancera en âge les ordres seront raréfiés et on donnera une place plus grande à la persuasion. Il s'agit de l'amener à se bien conduire sans guide. *Il s'agit de développer en lui le sentiment de sa responsabilité personnelle.* La responsabilité ne va pas sans la faculté d'observer librement des règles reconnues bonnes. Si je subis une contrainte extérieure, c'est l'auteur de la contrainte qui devient responsable. Avec les garçons surtout, il est très profitable de développer le sentiment du point d'honneur. « Je vous laisse libres, leur dira-t-on, parce que je ne vous crois pas capables de vous livrer à des actions déshonorantes. » Cette confiance, hautement proclamée, ne fait point obstacle à ce qu'on surveille ce qui se passe. Mais on y mettra cette discrétion qui ne risque pas d'offenser la susceptibilité du jeune homme. Plus riche s'annoncera sa nature, et plus grand sera le parti qu'on pourra tirer d'un noble orgueil. Avec tous, on s'abstiendra rigoureusement d'accusations qui pourraient être injustifiées. Mieux vaut

cent fois s'exposer à ce que certains faits répréhensibles passent sans observation.

Quelles règles tâchera-t-on d'inculquer ? Celles de ce positivisme dont toutes ces lignes sont inspirées ne sauraient être exposées de façon un peu complète en quelques phrases. Je dois renoncer à les condenser en formules dont la brièveté nécessaire et trop abstraite les rendrait fort obscures. Mais, suivant le mot d'Auguste Comte lui-même, le positivisme n'est que « le bon sens systématisé ». Comme cette étude ne saurait être comprise et utilisée que par les personnes demeurées suffisamment ouvertes à ses lumières, je ne tenterai pas l'énumération d'un nouveau décalogue. Les principes traditionnels sur l'honnêteté, la franchise, la fidélité aux engagements, la persévérance dans les efforts, etc., sont encore bien connus et ils peuvent suffire presque toujours. Le tout sera de les faire accepter et pratiquer par les jeunes gens.

Sauf avec ceux qui montrent de l'aptitude aux larges spéculations, je recommande d'éviter les explications trop longues : elles risquent d'ennuyer et de rebuter le sujet. Je recommande aussi d'éviter le ton dédaigneux ou hautain, qui le froisserait. Il s'agit d'exercer une emprise sur son être, ce qui suppose un certain courant de sympathie entre l'éducateur et celui qu'il prétend éduquer. Il demeure bien préférable de placer les observations au bon moment, lorsque les faits en fournissent une éloquente illustration.

Qu'on ne s'effare pas outre mesure, si les jeunes gens semblent regimber à la leçon. Le goût de contredire sera fréquent chez eux. Ce n'est qu'un besoin naturel d'affir-

mer une personnalité qui sent sa force accrue. Les enseignements fournis n'en demeureront pas moins déposés dans un coin de leur esprit. Devenus libres de toute tutelle, ils seront heureux plus tard de les retrouver à l'occasion, après avoir rapidement vérifié leur bien fondé au contact de la vie. *Aucun éducateur ne saurait soustraire les enfants aux contre-coups de l'anarchie morale au milieu de laquelle nous vivons. Mais les suites d'une bonne éducation se retrouvent toujours.*

..

Au nom de quelle autorité proposera-t-on des règles ? Ce sera très simple, si on peut le faire au nom de la foi chrétienne : on invoquera le dogme correspondant, comme le faisaient nos pères. Si l'ambiance a imprégné le sujet de métaphysique, s'il croit à la Justice, à la Conscience, au Divin, je prédis qu'on aura pas mal de peine à établir des relations un peu précises entre ces nuageuses conceptions et les réalités de l'existence pratique : on sait que nous faisons ici la guerre à la métaphysique. Mais, s'il donne des signes non équivoques de cette sagesse réaliste qui tend à voir les choses telles qu'elles sont, le problème se posera de lui ouvrir des aperçus nouveaux. On s'efforcera de lui faire comprendre que, devant tous les biens dont il jouit grâce au labeur de ses semblables — à celui de ses prédécesseurs encore plus qu'aux efforts de ses contemporains — il doit, à son tour, se dévouer pour laisser quelques traces utiles de son activité. Toute la morale positive se trouve incluse dans ces mots, et elle repose sur l'essor de la bonté, à laquelle la foi chrétienne elle-même fait déjà une large part.

Pour favoriser cet essor, on commencera modestement, ce qui permettra de commencer même avant la quatorzième année. Le « faire plaisir » dont j'ai parlé tend à exciter le sujet, par la perspective de cette satisfaction de vanité que procure l'approbation des maîtres ou des parents. Mais on peut y mêler autre chose. Qu'un membre de la famille tombe malade, l'occasion sera excellente pour apitoyer les enfants sur les souffrances d'un proche qu'ils doivent aimer déjà. D'ailleurs, durant la première jeunesse, on sera peu exigeant. Ce sera beaucoup d'obtenir quelques menus services. Et si l'on tient à leur donner un vrai caractère de bonté, qu'on n'oublie pas que celle-ci s'éveille à la voix de la persuasion seule. Dans un acte imposé, ce sont d'autres cordes qui vibrent.

Des gens de la famille, on passera aux voisins, aux camarades, plus loin encore. Une marche analogue à celle qu'on a dû suivre pour l'attachement s'impose ici. J'insiste encore pour qu'on ne demande pas trop dans les débuts. On n'aurait qu'une contrefaçon de ce qu'on cherche. Outre que les forces et moyens dont dispose la jeunesse sont trop minimes, ce n'est pas être bon que de rendre service pour recueillir en retour un avantage dont on bénéficiera, et, si l'espoir d'obtenir des sourires flatteurs est une assistance qu'on ne saurait négliger, on aurait grand tort d'en faire le mobile courant de la conduite.

Dans certains collèges religieux, on trouve cette pratique excellente, la visite aux familles dans la détresse et aux pauvres infirmes. Elle se fait par groupes de deux ou trois, sous la conduite d'un maître ayant passé l'âge mûr. Les visiteurs sont choisis parmi les élèves des

hautes classes, seuls aptes, vu leur âge, à en profiter. Je vois là un bon moyen de faire comprendre, surtout aux enfants de familles aisées, qu'il y a beaucoup de malheurs dans le monde. Ces visites sont bien plus salutaires à ceux qui les font que n'est profitable aux visités le secours qu'on leur laisse. Puis, elles prêtent admirablement à ces commentaires qui laissent des traces.

On fera une place à la bonté négative, qui s'abstient de nuire. Cela se ramène à prévoir les conséquences de nos actes pour autrui, et cela suppose assez développée l'aptitude à la prévoyance, toujours un peu tardive. Quand donc, par étourderie ou dans un accès d'orgueil, les jeunes gens auront causé quelque mal autour d'eux, on le leur fera sentir. Mais, avant de placer les observations, on attendra qu'ils soient revenus à une période de calme, sans quoi l'effet voulu ne se trouverait pas atteint. Souvent il faudra prendre un détour et se donner la peine de réfléchir pour trouver celui qui convient. D'une manière générale, il importe de prendre le temps de la réflexion avant d'intervenir, chaque fois qu'on vise un résultat sérieux, et surtout si l'on se trouve dans une situation troublée.

Mais le moyen par excellence de mettre les semences qu'il faut dans les âmes juvéniles, ce sera, sur le chapitre de la bonté comme sur celui de la soumission, la prédication par l'exemple. Il faut s'attendre souvent à n'être pas compris. Mais qu'on se fie à la mémoire du sujet. Les faits dont il aura été témoin se présenteront plus tard à son esprit, quand les circonstances seront analogues, et alors il comprendra. Bien entendu, chaque fois qu'on pourra expliquer un acte d'amélioration, on ne

manquera pas de le faire, en choisissant toujours une de ces heures où les jeunes gens se trouvent en état de placide sagesse.

Il arrive que des personnes désireuses de bien faire tombent dans une illusion contre laquelle on ne saurait trop mettre en garde les êtres humains de formation inachevée. Elle consiste à croire qu'il existe, à peu près dans tous les domaines, une force irrésistible qu'il suffit de posséder, pour que toutes les difficultés s'aplanissent. Une des chimères les plus courantes de cet ordre, c'est la croyance qu'avec de l'argent en abondance on peut faire tout ce qu'on veut. Mais il en est d'autres. Un étudiant en médecine s'enthousiasmera devant certains résultats de la chirurgie et mettra une confiance illimitée dans des mains capables de manier ces instruments d'acier qui tranchent proprement. Grand est le nombre de ceux qui placent un fol espoir dans les applications, d'ailleurs si intéressantes, de la science à l'industrie. Comme autre exemple, je citerai les utopies sociales, dérivées du communisme, qui ont fait délirer tant de cerveaux durant le siècle dernier. Pour tous les illusionnés de ce genre, l'œuvre d'amélioration consiste à multiplier les grands élans pour gravir une montagne, avec la perspective de n'avoir plus guère qu'à se reposer, quand on sera parvenu au sommet.

La bonté est plus modeste. Elle place sa confiance dans la suite des longs efforts persévérants, lesquels ne produiront que des résultats moyens, faisant place à une nouvelle suite d'efforts. Une telle perspective pourra sembler bien médiocre à l'ardeur juvénile. Sans chercher à éteindre celle-ci, on tâchera de la limiter à des

but précis et bien réalisables, tels que le choix d'une carrière où le sujet se sentira bien en situation de servir la société. Par là, les jeunes gens apprendront que, si précieux que soit l'enthousiasme, son utilisation suppose qu'un froid calcul l'a précédé, au cours duquel on aura pu apprécier qu'il ne s'y mêle point de chimère. Si le sujet semble perdre la mesure et s'embarquer vers les régions irréelles, on le mettra en garde contre lui-même. Les avis reçus ne suffiront pas toujours à le guérir. Ils ne seront pas inutiles pourtant, et, après les inévitables déceptions, ils porteront leurs fruits, sans qu'il soit nécessaire d'attendre que la cinquantaine ait sonné.

Les règles qui permettent de modifier les choses en mieux, il faut, pour les appliquer, les bien connaître. Affaire de profession, — en meilleurs termes, de fonction sociale. Dans une société d'une organisation régulière, chacune serait à sa place et cette connaissance ne souffrirait pas de difficultés. Pour suppléer à l'insuffisance personnelle, on aurait la ressource de s'adresser à des compétences et de leur demander conseil. Et il y aurait des compétences bien établies, même pour les difficultés de l'ordre moral ou de l'ordre social. Nos descendants verront de telles choses, à une date que je ne me risquerai pas à déterminer. Dans le présent, on a souvent peine à découvrir qui vous fournira les lumières dont on a besoin. En cherchant un peu, pourtant, il est rare qu'on ne trouve personne à consulter utilement. Mais encore faut-il avoir *le respect général des compétences*. Seuls les bons, affranchis qu'ils se trouvent de toute folie présomptueuse, savent s'élever à ce degré de simplicité où l'on voit clairement ce qui vous manque.

Seuls aussi, par une de ces heureuses réactions du cœur sur l'esprit dont ce n'est point ici le lieu d'expliquer le mécanisme, ils découvrent assez vite d'où pourrait leur venir le secours.

Il s'ensuit, dans la pratique éducative, que, pour frayer les voies à la bonté, on habituera le plus possible les jeunes gens à reconnaître les compétences. Encore une fois, que les éducateurs donnent l'exemple, en faisant remarquer avec à-propos qu'ils n'ont pas la prétention d'être universels. Pour les garçons, plus accessibles que les filles à cet orgueil qui ne veut rien solliciter de personne, il est un excellent moyen de corriger leur superbe, sans s'exposer à produire en eux de ces réactions qui risquent d'aboutir à des mouvements de révolte. Généralement, aux approches de la vingtième année, ils seront engagés dans une préparation professionnelle étrangère à la profession du père. Que celui-ci, dans les conversations familières, se renseigne auprès d'eux de ce qu'il ignore. Ils ne manqueront pas d'en être flattés. Et ils prêteront ensuite l'oreille plus aisément à un ensemble de considérations sur les limites du savoir personnel. De tels propos offrent en outre l'avantage d'entretenir entre parents et grands enfants de ces courants de relations qui ne sont pas à base d'autorité et qui rendent facile à ces derniers l'acceptation des conseils dont on ne doit pas cesser de les munir.

Quelque habile que puisse se montrer l'éducateur, il ne doit attendre, dans les années de jeunesse, que des manifestations bien incomplètes de notre troisième sen-

timent social. On se tiendra donc pour satisfait, si on parvient à obtenir des germes certains. *L'important reste d'étudier avec soin chaque nature, pour savoir ce qu'elle peut donner et par quel côté on a chance d'agir sur elle.* Donc, avant toutes choses, que l'éducateur soit bon psychologue. Ceci me ramène à proclamer de nouveau toute l'importance du rôle de la mère, la femme lisant mieux et plus vite que les hommes dans le jeu caché de nos impulsions.

En ce qui touche ses grands fils, elle aura souvent à faire fonction diplomatique d'intermédiaire entre eux et leur père. Sentant en eux des personnalités qui s'opposent à la sienne, celui-ci leur montrera presque toujours ou trop de froideur ou une attitude trop cassante. Il revient alors à la mère d'être l'agent d'union qui amollit la résistance des uns, raccourcit les distances menaçant d'aboutir à un écartement, et parvient à faire baisser le ton à son mari. Plus perspicace que lui, elle peut mettre sa finesse en œuvre pour lui expliquer ce qu'il comprend mal.

Sur le chapitre si délicat du tribut que les garçons payent presque toujours au dévergondage sexuel, son influence servira de frein, tout en se manifestant surtout de façon indirecte. Si elle a su leur donner le besoin de son approbation, un simple mouvement de physionomie agira plus que de longs discours. Puis, par sa tendresse, par le spectacle de ses qualités morales, elle leur enseignera, en un langage à la fois muet et fort éloquent, à goûter chez la femme mieux que les charmes extérieurs. Voilà encore un de ces enseignements dont les résultats ne se montrent souvent que longtemps après. Mais que

de fois de puissants souvenirs deviennent des guides pour l'existence entière !

Plus capital encore sera son rôle à l'égard des filles. Le but que doit se proposer toute femme songeant à son perfectionnement personnel, c'est de concilier dans son être la grâce qui attire avec la dignité qui défend. Qu'il faille enseigner la défense aux jeunes filles, je n'ai point à le démontrer. Et il faut leur apprendre la défense même contre leurs propres élans. Le premier amour dont elles se sentiront ébranlées laissera en elles d'ineffaçables traces. Il faut qu'elles le sachent, et d'assez bonne heure. Le leur révéler est une mission maternelle, s'il en fut. J'en dirai autant de la préparation à la maternité, qu'on ne doit pas reculer jusqu'à la veille du mariage, ainsi qu'on commence à le comprendre.

Trop de défense écarte, et il est dans la mission de la femme d'attirer. Sauf les cas de natures exceptionnellement ingrates, elle y tend assez d'elle-même pour qu'on n'ait guère à se préoccuper des stimulants. L'art difficile, art qu'elle doit pratiquer jusque dans sa toilette, consiste à trouver le point où le charme opère tout en retenant à la distance voulue. Mais qu'elle attire surtout par sa nature morale, par son besoin de faire converger les sympathies sur sa personne. Ce magnétisme, les femmes les plus disgraciées et les plus modestes le possèdent, quand elles savent y faire sentir une aspiration à être bienfaisantes à tous ceux qui les approchent. Il s'exerce avec succès sur les natures d'élite comme sur les natures moyennes. A celles qui possèdent cette extraordinaire domination qui ne pèse à personne, il permet d'étendre leur influence bien au delà du cercle familial ; car le dé-

sir que tous ont de leur plaisir en fait autant d'élèves dociles. Nos salons de jadis, qu'il faudra bien faire revivre sous de nouvelles formes, furent autant d'écoles où nos pères se façonnèrent aux délicatesses dont se pare encore la sociabilité française. Voilà ce que nos mères doivent dire à leurs filles, et nul homme ne saurait le leur dire comme elles.

Trop peu nombreuses, hélas ! sont autour de nous les mères bien douées pour la tâche que j'esquisse. La plupart y montrent moins d'aptitudes que leurs aïeules. Leur grande excuse, je la trouve dans l'ébranlement général des croyances et des opinions. Son perpétuel besoin de se trouver en harmonie avec l'ambiance exigerait, pour la nature féminine, une opinion publique bien assise, sur laquelle il lui soit facile de se régler. Quand cette base leur manque, le plus grand nombre ne savent où se prendre et se sentent vaciller. Je n'ose espérer que ces pages puissent aider quelques-unes d'entre elles à prendre plus de saine confiance en elles-mêmes. Mais je tiens que le nœud du problème se trouve là. Il nous faut de fortes mères pour préparer les générations de l'avenir. Et il me semble impossible que les babioles de la toilette et les conversations à commérages fussent longtemps encore à préoccuper la majorité de nos contemporaines. Tout absurde qu'il soit dans son programme, le féminisme n'est pas loin de m'apparaître comme une réaction mal raisonnée à l'encontre de tendances trop frivoles. Or la mission de la femme ne saurait être de rivaliser avec l'homme, sur le terrain des affaires, de la science, de l'art, et encore moins de la politique. Elle peut être aussi grande que lui, plus

grande même, sans quitter son foyer. Il s'agit, pour elle, de s'y asseoir sur un trône auquel tous les siens se sentiront reliés par des chaînes extensibles, de manière à subir son magistère en demeurant libres de participer utilement à la vie du dehors. Ce magistère, il devra s'imposer en tout premier lieu à ses fils et à ses filles. Mieux que les enfants de sa chair, il importe qu'ils deviennent ceux de son esprit et de son cœur.

Conclusion.

Un véritable traité d'éducation devrait être précédé d'un exposé général de psychologie. Car, pour être bien résolu, les problèmes variés qui se posent journellement à propos de tel garçon ou de telle fille supposent la possession complète des principes propres à cette science. Je me suis essayé antérieurement à composer un petit traité de psychologie positive (1). Je ne pouvais présenter ici qu'un ensemble d'aperçus généraux, plus spécialement utilisables à l'égard des enfants qui apportent, à leur naissance, les caractères habituels d'une hérédité française. En plus d'un endroit, mon langage eût différé, s'il se fût agi de jeunes Allemands et à plus forte raison de jeunes Chinois. Mais ceci ne m'empêche nullement de penser qu'un éducateur doué de vraie bonté se trouvera, du même coup, doué d'assez de clairvoyance pour améliorer la nature humaine, à quelque variété de notre espèce qu'elle puisse appartenir.

Pour me résumer en quelques traits, je répéterai que

(1) *Le Cœur humain et les lois de la psychologie positive.* (Perrin, éd.).

L'œuvre éducative consiste essentiellement à régulariser et à favoriser l'évolution spontanée de l'enfant, jamais à lui imposer des directions contraires à ses tendances naturelles. D'où nécessité de se demander, chaque fois qu'on a envie de l'influencer : « Quelle importance exacte et quelles suites, médiates ou immédiates, aura mon action ? » Même complètement formé, l'homme oscille toujours entre les excès de la hardiesse et ceux de la passivité. A mesure qu'il s'approche de la saine activité, qui mesure avec rigueur le mouvement au but, la distance entre les deux excès diminue. Toujours prêt à agir, il ne se met en marche néanmoins que si la réussite est à peu près sûre. Cette réduction de l'espacement entre deux pôles qui demeurent toujours distincts, voilà ce à quoi doit tendre quiconque se propose de diriger la jeunesse. La bonté parfaite se présente comme le parfait accord de la spontanéité avec la soumission aux nécessités qui tantôt limitent notre pouvoir et tantôt le rendent plus efficace. Souvent les hardiesses des bons se réduisent à déplacer une pièce au moment opportun, sur l'échiquier des faits. Celui qui parviendra finalement à mettre les jeunes gens en état de le comprendre pourra se flatter d'avoir préparé à la société des serviteurs d'élite. Il adviendra même, dans la suite, qu'on leur trouvera quelque analogie avec ces fées des vieilles légendes qui changeaient en mieux ce qu'elles touchaient.

ANTOINE BAUMANN.



Agir par affection, et penser pour agir.

AUGUSTE COMTE.

La Turquie et les États balkaniques ⁽¹⁾

Bulgares, Serbes, Grecs et Monténégrins sont quatre petits peuples qui se haïssent réciproquement bien plus qu'ils ne détestent les Turcs. L'Osmanli est un non-chrétien, donc un être inférieur ; c'est le prêtre et l'instituteur qui, au nom de l'État, l'enseignent aux populations balkaniques (2). Mais le Turc, pour le Bulgare comme pour les autres, a une dignité, quelque chose de grave et d'imposant dans ses manières qui incite au respect. Cela, c'est l'enseignement de l'expérience quotidienne. Le brave cultivateur courbé sur son lopin de terre et le pâtre qui surveille son troupeau respectent donc chez le Turc, malgré tous les sophismes, la noblesse naturelle qui caractérise le musulman,

Mais, à côté de cette majorité laborieuse, il y a les demi-intellectuels, les gouvernants de ces petits États qui, esclaves de leurs engagements avec leurs puissants protecteurs ou bailleurs de fonds, ont pour tâche d'entre-

(1) Nous publions cet article à titre documentaire.

(2) Est-ce donc une contre-vérité ? N'est-il pas vrai que la civilisation islamique est toujours restée inférieure à la civilisation chrétienne ? N'est-il pas vrai que les Turcs sont des intrus en Europe ? On ne conteste pas, d'ailleurs, qu'ils aient de fortes qualités. Mais la noblesse des attitudes d'un bourreau turc ne saurait nous faire découvrir les charmes du pal. (N. D. L. R.)

tenir une opinion publique factice de turcophobie et de la pousser, par intervalle, suivant les nécessités politiques, au paroxysme.

Voilà en deux mots les raisons de toutes ces crises périodiques que la Turquie subit depuis de longues années. Elle attend que l'accès soit passé. Et, en effet, il passe rapidement (1). La turcophobie aiguë est remise, et les inimitiés mutuelles réapparaissent. Politiciens grecs, bulgares, serbes, monténégrins reprennent le chemin des montagnes, s'entretuent pour un mouton, une hotte de raisin, ou bien pour l'hypothétique succession de la Turquie d'Europe. Si au moins ces bandes respectaient la neutralité des paisibles habitants des contrées où ils accomplissent leurs exploits, il n'y aurait que demi-mal. Mais les paysans, les braves gens sont obligés d'épouser les querelles des bandes, d'héberger les plus forts, de pourchasser les plus faibles. Et la victoire ne reste pas toujours, malheureusement, aux mêmes bandes. Ainsi, à la moindre velléité de neutralité des paysans, c'est l'incendie de leurs chaumières, la dévastation de leurs champs et quelquefois le massacre de toute une famille.

Alors le Turc entre en scène. Il enquête, il perquisitionne, il châtie les coupables et les complices. Le Turc, c'est la seule autorité digne de ce nom dans ces malheureuses contrées. Évidemment, sa besogne est ingrate; mais il l'accomplit. Et c'est lui qui a tort ! Il faut ignorer ce que décèle le cœur humain des soi-disant chrétiens de ces contrées pour donner tort aux Turcs. Mais sans le

(1) Jusqu'ici, oui; mais, cette fois, cela paraît plus grave. (N. D. L. R.)

gendarme Moustafa, quelles scènes affreuses ne souilleraient pas toute la Turquie d'Europe (1) ?

Les plus implacables ennemis des Serbes sont les Bulgares et les plus grands ennemis des Grecs sont encore les Bulgares. Croire que ces États arriveront seuls, sans le concours d'une puissance européenne qui les soutienne par les armes, à une entente pour jeter en commun sur la Turquie disciplinée leurs armées régulières, c'est une plaisanterie qui ne peut avoir de crédit que chez les ignorants de l'a, b, c, de l'histoire de ces peuples (2). Admettons un instant cette invraisemblance, c'est-à-dire que les quatre États susdits se coalisent sous une direction générale commune pour envahir la Turquie. On a donné, dans la presse française, le chiffre des contingents de guerre de chacun de ces pays. Il est démesurément grossi. Voici le chiffre exact : La Serbie ne peut disposer sur le terrain, armés et équipés, que de 100.000 hommes; la Bulgarie, de 200.000 hommes; la Grèce, de 80.000 hommes; le Monténégro, de 20.000 hommes. Lorsqu'on a sous les yeux une carte de la Turquie d'Europe, on voit l'effort qu'il faut faire pour ébranler la défense turque. Car je suppose qu'il ne s'agira pas de combats de bandes, mais d'une guerre qui aura pour objectif Monastir, Salonique, Andrinople ou Constantinople.

Ainsi, 400.000 hommes, en chiffres ronds, ennemis-

(1) Hum ! Elles ne pourraient être plus affreuses que celles dont l'Arménie a été si souvent le théâtre. (N. D. L. R.)

(2) Il semble bien que cette plaisanterie, malheureusement pour les Turcs, devient sérieuse. Au reste, l'intervention de la puissance européenne n'est pas du domaine des hypothèses chimériques. S'il y avait une Europe organisée, comme au moyen âge, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus de « Turquie d'Europe. » (N. D. L. R.)

nés de race et de secte, unis pour la conquête d'une grande province disputée exclusivement par chacun des États alliés (1). Et encore, s'ils s'entendaient sur le partage de la Macédoine, ce dépeçage ne conviendrait nullement, ni à l'Allemagne, ni à l'Autriche, ni même à la Russie. Voilà donc les forces que les États des Balkans veulent opposer à 800.000 Turcs (ils ne peuvent pas être plus nombreux au début des hostilités), unis et galvanisés par les liens sacrés de la foi commune. Sans compter la Roumanie qui a loyalement reconnu, depuis sa folle aventure avec les Russes contre les Turcs, en 1877-78, que s'attaquer à l'Empire ottoman, affaiblir les Turcs et rapprocher les limites territoriales des Grecs, des Bulgares et des Serbes, c'est livrer toute la presque île balkanique à la plus complète anarchie, laquelle serait inévitablement suivie d'une main-mise impérialiste autrement redoutable que celle des bons Turcs (2).

M. Victor Bérard, remarqué par sa série de livres sur la Turquie, est un turcophobe bien connu. Or, M. V. Bérard nous dit lui-même, dans son ouvrage sur *la Macédoine*, page 301 :

« Grecs, Bulgares et Serbes sont encore plus excités l'un contre l'autre que contre le Turc lui-même. Leurs prétentions s'excluent l'une l'autre, plus encore qu'elles n'excluent l'occupation turque, et l'on ne voit pas quel partage équitable parviendrait à les satisfaire. L'hellénisme ne renoncera jamais à la ligne de côtes et de ports, qui doivent unir, dans son espoir, son royaume actuel à

(1) Se reporter à la proclamation du tsar Ferdinand. (N. D. L. R.)

(2) Pourquoi plus redoutable ? (N. D. L. R.)

Constantinople, sa capitale future. La Serbie et la Bulgarie, par contre, ont un besoin absolu de débouchés sur cette côte : Salonique, pour Belgrade, et Kavala, pour Sofia, sont les ports indispensables. Jamais le Grec ne consentirait, sans violences, à céder Salonique et à se couper la route du mont Athos, de la Sainte-Montagne, ni à céder Kavala et à se couper la route de Sainte-Sophie. » Nous savons cela, et les vrais hommes d'État de l'Occident le savent aussi (1). Le maintien de la Turquie à Salonique, aux Dardanelles, à Andrinople et à Constantinople est plus nécessaire que jamais (2). Elle n'en sortira que sur l'ordre formel d'une coalition des puissances occidentales. Et cette coalition ne se formera pas tant que les conceptions d'une politique saine ne seront pas faussées par un aveuglement qui, heureusement, n'est pas à craindre en ce qui concerne la question turque.

Malheureusement, à côté de ce principe du maintien nécessaire de la Turquie en Europe, il y a les intérêts des politiciens, des financiers, des avocats et des hommes d'affaires. Ceux-là ont des appétits qui ne se satisfont pas de principes. La Turquie est un admirable champ d'opérations politico-financières de toutes sortes, et avec le régime d'irresponsabilité des gouvernants qui pèse de plus en plus sur l'Occident, une poussée sanglante sur la tête de l'Islam n'est pas impossible. Les Turcs n'ont pas l'habitude de fuir le danger. Ils prouveront une fois de plus qu'ils savent défendre le sol que l'histoire leur a

(1) Où sont-ils ? (N. D. L. R.)

(2) Pour les flibustiers de la presse et de la finance seulement. (N. D. L. R.)

cedé (1). Cette curée aura aussi un autre résultat : elle resserrera les liens religieux qui unissent tous les musulmans sunnites. Et ce seront les puissances occidentales qui ont le plus grand nombre de sujets musulmans qui en pâtiront. L'Allemagne pourra dire alors aux disciples de Mahomet : « J'ai les mains nettes ». Le kaiser l'a déjà dit sous Abdul-Hamid II. Il le redira au successeur du sultan déchu (2).

Certes, il y a bien des réformes à faire en Turquie, aussi urgentes que celles que le prolétariat et la femme exigent vainement en Occident. Mais accuser les Turcs de tous les crimes monstrueux qui se commettent en Macédoine, c'est insensé. « Horreurs turques », ce mot est de Gladstone (3). Il a fait fortune. Il a réussi longtemps à détourner l'opinion publique des horreurs de Chine, de l'Inde, de l'Afghanistan, du pays des Zoulous, etc. Je préfère l'opinion des indigènes de bonne foi à toute la phraséologie des Occidentaux qui visitent la Macédoine en touristes. Précisément, le journal *l'Éclair* de Paris, qui n'est pas suspect de phobie pour les chrétiens, rapporte, d'un de ses meilleurs correspondants, un article dont voici un alinéa relatif à la question qui m'occupe : « Londres, 12 octobre. Dans la *Westminster*, un Valaque connu, M. Beza, écrit à propos de 800.000 Valaques vivant dans l'Empire ottoman : Je suis un de ces

(1) Si « l'histoire » l'a cédé, « l'histoire » peut le reprendre, et sans plus de cérémonies. (N. D. L. R.)

(2) L'Allemagne joue le même jeu que l'Angleterre lors de la guerre russo-japonaise. C'est de la trahison. Elle peut en profiter maintenant. Quand les États-Unis d'Europe seront constitués, elle payera cela. (N. D. L. R.)

(3) Mais la chose, de qui est-elle ? (N. D. L. R.)

Valaques. Tout ce à quoi nous tendons est, après la sécurité pour nos existences, la liberté de parler notre langue pour laquelle nous avons à lutter durement, non contre les Turcs, mais contre les Grecs, qui sont comme nous chrétiens. En fait, il n'a jamais été commis de cruautés plus atroces que celles commises par les Grecs et les Bulgares les uns sur les autres, et par les premiers sur les Valaques. » M. Beza n'est pas seul à tenir ce langage. Les Bratiano, les Maioresco ont tenu les mêmes propos. Le roi de Bulgarie lui-même, lorsqu'il était prince vassal de la Sublime-Porte, a tenu le même langage à Abdul-Hamid II devant des témoins.

Les griefs sérieux qu'on peut faire aux Jeunes-Turcs depuis qu'ils détiennent le pouvoir, c'est d'avoir voulu calquer les mœurs parlementaires qui florissent sur les rives de la Seine et de la Tamise. Mais ce régime, on l'a imposé à la Turquie. La Macédoine était, pendant les derniers temps du règne d'Abdul-Hamid II, sous le contrôle étranger. Les gouvernants anglais et français ont promis aux Osmanlis de renoncer à cette humiliante immixtion si ceux-ci voulaient rétablir à Stamboul le constitutionnalisme parlementaire (1). Les Jeunes-Turcs ont obéi. Dans l'enthousiasme des premiers jours, ils ont laissé au suffrage universel un libre essor. Mais, lorsqu'ils se sont aperçus du danger d'abandonner à une masse irresponsable le pouvoir législatif, ils rectifièrent

(1) C'était de la haute diplomatie; car il n'y a pas de meilleur moyen pour affaiblir un État et le mettre à la merci des États voisins. Bismarck l'avait admirablement compris en imposant la République parlementaire à la France démembrée. Cela valait mieux, pour l'Allemagne, que 5 milliards et deux provinces. (N. D. L. R.)

par la fraude, la corruption et même la terreur, les incartades des soi-disant émancipés. C'est ce qui advient chez toutes les nations soumises au régime parlementaire. Pour les Osmanlis, cette situation s'aggrava d'une énorme différence d'existence comme nation constituée. La maison d'Osman n'a que six siècles d'âge. Les Turcs sont en plein état théologique, ils forment une monarchie de droit divin musulman. Dès lors, les gouvernants Jeunes-Turcs pouvaient-ils plus longtemps laisser le droit du nombre se substituer au droit de Dieu ? Ils se sont rappelé que, avant de flatter la démagogie de quelques milliers de perturbateurs qui se complaisent dans les tirades de la rhétorique et la logomachie des clubs, ils devaient préserver la moralité et les sentiments des musulmans ottomans, — la majorité en somme. Mais, grands dieux ! le parlementarisme n'est pas la seule voie qui mène au progrès. La Turquie musulmane n'est pas hostile aux réformes. La religion musulmane hiérarchisée s'y prête même admirablement. Tous les progrès accomplis jusqu'ici, ils les doivent à leurs sultans et à leurs ministres. Ce sont eux qui firent la Turquie grande et forte, même dans sa faiblesse. Ils n'ont jamais eu pour cela recours à un parlement législatif avec voix délibérative. Une chambre élue, au suffrage universel à deux degrés ou autrement, pour voter les impôts, contrôler les dépenses et proposer même certaines lois locales, voilà à quoi doivent se limiter les attributions d'un parlement en Turquie. Quant à exiger du gouvernement turc de nouvelles réformes en faveur des chrétiens, on peut déclarer hardiment que celles-ci ne pourront jamais être appliquées sincèrement tant que les non-musulmans

s'obstineront à vouloir maintenir intégralement leur statut personnel et exigeront à tout propos l'intervention des consuls étrangers dans leurs affaires privées (1).

YOUSSEUF FEHIM.
sujet ottoman.



TOUTE notre sagesse, théorique et pratique, consiste à profiter de la subordination naturelle des phénomènes les plus nobles envers les plus grossiers pour instituer le perfectionnement universel en augmentant la consistance des uns et la dignité des autres.

AUGUSTE COMTE.

(1) Et c'est pourquoi les « non-musulmans », ne pouvant pas ne point « s'obstiner » à vivre, une fois encore les armes décideront. (N. D. L. R.)

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

IL Y A FAGUET ET FAGUET

Dans un de ses cinq ou six articles quotidiens, M. Émile Faguet raille le style d'Auguste Comte.

« Je ne puis pas quitter Auguste Comte, écrit-il, sans donner un exemple de son style célèbre, que quelques-uns admirent très fort et peut-être avec raison, car qui peut dire ? »

En effet, karkipeudir ?

LE CRIME ET LE SUICIDE EN ALLEMAGNE

Dans son livre *les Embarras de l'Allemagne*, M. Georges Blondel note qu'en Allemagne, depuis 1892, l'ensemble de la criminalité, par rapport à la population, reste stationnaire, variant de 1.005 à 1.065 délinquants par 100.000 habitants. Par contre, de 1882 à 1907, le chiffre de condamnations pour actes immoraux s'est élevé de 2.918 à 5.413. La criminalité juvénile s'accroît aussi.

Enfin, les suicides ont passé de 4.689 en 1878 à 8.179 en 1910, dont 196 dans l'armée et 17 dans la marine. Et dans ces chiffres ne sont pas compris les suicides d'enfants, dont le nombre a beaucoup augmenté depuis quelques années.

GENS-DE-LETTRE

D'Edmond de Goncourt (*Journal*) :

« L'idée que la planète la Terre peut mourir, peut ne pas durer toujours, est une idée qui me met parfois du noir dans la cervelle. Je serais volé, moi qui n'ai fait de la littérature que dans l'espérance d'une gloire à perpétuité. Une gloire de dix mille, de vingt mille, de cent mille années seulement, ça vaut-il le mal que je me suis donné, les privations que je me suis imposées ? »

Pauvre bonhomme !

ÉPICES

Les journaux nous ont appris dernièrement qu'un témoin s'était attiré les foudres de la justice pour avoir osé offrir au président du tribunal devant lequel il devait comparaître quatre places gratuites à un cinéma.

L'intégrité de notre magistrature est plus que farouche. Elle n'admet point que sa vertu puisse être soupçonnée, — du moins pour quatre places de cinéma.

Dans *la France* de Bordeaux, M. Paul Souday nous dit ce qu'il faut penser de cette vertu :

« On m'a raconté un mot de magistrat, qui est vraiment extraordinaire. Comme un avocat lui reprochait d'avoir condamné un de ses clients, dont la cause était pourtant très juste, ce juge répondit : « Il ne faut pas m'en vouloir. Je n'ai pas eu l'intention de vous être désagréable. Je vous revaudrai cela une autre fois. » C'est-à-dire qu'une autre fois, pour compenser la perte d'un procès juste, ce magistrat aura fait gagner à cet avocat un procès peut-être exécrationnel, dans lequel son client aura eu tous les torts. Comme inconscience, c'est d'un joli tonneau.

« Si un quidam avait paru soupçonner ce juge de transactions semblables, l'impertinent se fût attiré des foudres : outrage à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ! Mais entre gens de même monde et du même ressort, entre un juge désireux de ne pas se faire d'ennemis et un avocat influent, c'est tout autre chose. C'est un échange de paroles aimables et de bons procédés. Le juge avait eu une distraction qui pouvait compromettre son avancement, l'avocat étant en même temps politicien et bien en cour ; cet étourdi apaise un mécontentement légitime en promettant spontanément une revanche... »

Il y a la manière. Le pauvre corrompueur avec ses billets de cinéma n'y entendait rien. Et on le lui a fait voir.

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Dans une étude sur « la crise de la propriété immobilière et rurale », signalée par *le Mouvement social*, M. E. Clavequin nous montre que la désertion des campagnes, le renchérissement de la main-d'œuvre et des frais de culture, l'avilissement des prix de certaines denrées, l'impôt de 30 à 35 p. 100 du revenu, etc., ont abaissé le capital de la propriété foncière. Dans la majorité des communes, l'évaluation moyenne des propriétés non bâties est de 39 francs à l'hectare, soit une diminution de 22,65 p. 100 en trente ans.

PAR TOUS.

L'HOMME devient de plus en plus religieux.

AUGUSTE COMTE.

NOTES POLITIQUES

A Tours, l'autre jour, les congressistes radicaux, tenant leurs assises annuelles, ont encore, avec une remarquable fidélité, élevé sur le pavois M. Combes, vieillard obstiné, de qui la voix n'a garde de tomber, ni l'ardeur de s'éteindre.

Mais, cette apothéose ne fera pas que le « parti républicain » se soucie de rappeler aux affaires cet homme qu'on environne d'hommages affectés recouvrant mal une irréductible hostilité.

Non qu'on lui en veuille, dans les milieux politiques, de son jacobinisme têtu et borné. Que personne ne s'y trompe. Il n'est pas question d'abroger la politique de M. Combes, d'annuler son œuvre et de réparer ses méfaits. Cette œuvre demeure intangible.

C'est pour d'autres causes qu'un retour de M. Combes au pouvoir est considéré par nos personnages consulaires comme une de ces éventualités auxquelles il importe de s'opposer avec plus de ténacité que de franchise.

Pourquoi M. Combes est-il devenu impossible ?

Parce que seul il a compris et essayé de réaliser les conditions dans lesquelles le parlementarisme pourrait fonctionner avec le minimum d'instabilité et d'incohérence.

On sera peut-être surpris de nous voir porter au compte

de ce politicien malfaisant une clairvoyance refusée à ses pareils, mais nous avons conscience de nous livrer à la simple et objective constatation d'un fait.

Que ce soit clairvoyance, acquise par l'étude et l'observation directe du mécanisme parlementaire, ou instinct, subconscient et irraisonné, ce petit médecin de campagne, porté, par un coup de fortune extraordinaire, au premier poste de l'État, a été seul, depuis trente-sept ans, à s'efforcer de pratiquer les véritables mœurs parlementaires.

Il s'en est, d'ailleurs, expliqué, avec précision, en plusieurs circonstances; mais la chose n'a pas été relevée.

Seul, M. Combes a compris que la notion de parti exclut tout vestige d'indépendance, d'autonomie et d'individualisme. Il a tenté de créer ce qu'ils ont en Angleterre et ce qui manque, en France, la *Machine*, avec tout ce que ce vocable évoque et implique de brutal, de rigide et d'automatique.

Le parlementarisme anglais ne connaît pas la crise ministérielle, telle que nous en souffrons. Les destinées du cabinet, constitué à l'origine de la législature, sont assurées, tant que dure celle-ci, contre tout aléa. Chez nous, à peine un ministère est-il constitué, qu'une conjuration de ministrables s'ourdit pour le renverser et qu'il a trop fort à faire à maintenir sa frêle existence et à éventer les pièges tendus sous ses pas, pour vaquer aux occupations de son ressort et de son métier. Les semaines qu'il dure, au delà du délai normal d'un semestre, sont, pour lui, des semaines de grâce.

Outre-Manche, il n'en va pas de même.

Depuis le dernier électeur jusqu'au leader parlemen-

taire du parti, c'est une enrégimentation immense et sévère. Le vote de l'électeur et celui du député sont placés sous le contrôle étroit de la Machine. Il ferait beau voir qu'un membre des Communes s'émancipât au point de manquer à la discipline de parti. Rien que la mort politique serait capable de punir son forfait. Il en serait de même s'il s'avisait de déposer une proposition de loi née de sa fantaisie. Son initiative, en matière de finances et de réformes, n'est qu'un mythe. Pratiquement, il en a été dépossédé. Le député anglais est comme un bâton dans la main de ses chefs. Son rôle, passif et instrumentaire, se réduit à sortir, tantôt par la porte des *ayes*, tantôt par celle des *noes*, suivant l'ordre qui lui en a été transmis, de la part du machiniste. Et l'on voit par là tout le cas qu'il faut faire de cette légende : la Grande-Bretagne terre classique de l'indépendance individuelle. C'est ainsi que nos voisins sont parvenus à limiter, dans une réelle mesure, les inconvénients naturels du parlementarisme : le décousu et l'incohérence. Ils n'ont obtenu ce résultat qu'en sacrifiant l'individu au parti.

M. Combes avait le sentiment qu'il convenait d'en user de même en France. Il avait transporté, dans l'ordre politique, les disciplines théologiques auxquelles il devait sa formation intellectuelle. On ne saura jamais à quel joug il avait soumis les membres de sa majorité, ni à quels procédés il recourait pour vaincre toute velléité de dissidence. Il n'hésitait pas, au besoin, à faire usage de moyens policiers, et nous pourrions citer un député qui, rappelé brusquement en province par un événement domestique, dut, le jour même, comme un

écolier pris en faute, rendre compte à son préfet des motifs de sa fugue,

Ainsi, le petit Père avait-il assuré à son parti tout ce qu'on gagne, en continuité et en volonté de puissance, à la soumission et au renoncement. Il se servit de son ascendant pour des fins déplorables. C'est à quoi l'on n'est pas ici tenté de contredire. Mais il avait procuré aux titulaires des grands départements ministériels cette sécurité du lendemain, propre à l'accomplissement des longs espoirs et des vastes pensées. Il avait courbé sous une discipline de fer des politiciens habitués à n'agir qu'à leur caprice.

Les parlementaires français ont conservé de cette époque un triste souvenir. C'était le temps de la grande géhenne, dont ils ne parlent, entre eux, qu'avec amertume. Ils craindraient trop de le voir renaître, s'ils permettaient au petit Père de remonter au pinacle.

M. Combes ne redeviendra jamais ministre, et sa victoire sur l'individualisme français aura été sans lendemain.

On ne lui pardonne pas d'avoir importé en France l'exacte tradition parlementaire anglaise. C'est là, et non ailleurs, qu'il faut chercher la raison de l'ostracisme dont M. Combes, malgré son ambition et les efforts de ses amis, est resté frappé.

Le tout n'ayant d'autre but, de notre part, que de conduire nos lecteurs à cette conclusion.

Notre individualisme et notre indiscipline fonciers rendent encore le régime parlementaire plus nocif et plus malfaisant en France que partout ailleurs, car il n'est même pas susceptible, chez nous, des correctifs et des pal-

liatifs qu'y apporte, chez nos voisins, le sens de la discipline et de la subordination. Et les conservateurs, les catholiques, qui persistent dans l'illusion de reconquérir la majorité et d'améliorer l'institution, devraient bien réfléchir à cela et extraire, du combisme, cette moralité, trop inaperçue, qu'il comporte.

REMY ANSELIN.



QUOIQUE la réorganisation intellectuelle et morale soit généralement désirée, son essor décisif soulève d'actives antipathies parmi ceux qui se sentiraient ainsi forcés de régler leur conduite et d'abaisser leurs prétentions.

AUGUSTE COMTE.

La vie à Landerneau-des-Lettres

DE LA BESTIALITÉ LITTÉRAIRE

Il paraît que « le seul état qui convienne à la république des lettres est l'état d'anarchie » : voilà ce qui s'imprime dans une revue mondaine, *le Parthénon*.

Il serait inutile de relever cette opinion un peu vieillote, si elle n'était pas celle de beaucoup de nos contemporains qui se croient de pensée hardie, et si elle ne révélait un état d'esprit qui peut intéresser le zoologiste.

La régression de l'homme vers l'animalité est le grand phénomène biologique de notre siècle de lumière ; bien que localisé aujourd'hui, chez les intellectuels, à quelques primates décérébrés, il reste quand même une chose curieuse à étudier.

Je ne sais pas si l'auteur de la phrase citée, qui se prétend catholique, s'en doute ; mais il n'a rien dit autre chose que ceci : il vaut mieux qu'il n'y ait pas de Dieu ou que Dieu ne gouverne pas le monde. Qui dit anarchie, en effet, dit négation de la hiérarchie, et par là même de l'unité, c'est-à-dire du principe divin. Si l'on croit à l'existence de ce principe, qui est le souverain ordre, le bien suprême, on doit nécessairement vouloir que toute société, même la république des lettres, soit une image aussi fidèle que possible de cette unité vivante, et qu'à la hiérarchie céleste des essences et des substances, cor-

réponde une hiérarchie terrestre des génies, des vertueux, des sages, des savants, etc.

Croire en Dieu et désirer l'anarchie est donc tout à fait contradictoire ; et de qui professe cette opinion double, on doit dire qu'il y a nécessairement un moment où il est un menteur, à moins qu'il ne soit, à tous les moments, un faible d'esprit.

La contradiction que je signale est d'ailleurs fréquente chez nos contemporains : quelle surprise pour le psychologue quand il constate, par exemple, que les meilleurs défenseurs du verlibrisme, c'est-à-dire de l'athéisme dans la prosodie, sont des catholiques militants ! Si nous cherchons les causes profondes de cet illogisme apparent, nous faisons cette découverte bien curieuse, assavoir que les êtres dont nous parlons ne sont pas doubles, mais simples, et qu'il y a une logique de leurs idées et de leurs actions, mais qui, au lieu d'être intellectuelle, c'est-à-dire humaine, est purement passionnelle, c'est-à-dire bestiale.

On est un peu dérouté, évidemment, lorsqu'on trouve, sous la plume d'un individu qui fait profession de penser, la négation même de la pensée ; mais dès qu'on sait que ce personnage aspire à une situation littéraire ou politique, il n'y a plus moyen de s'étonner.

Un ambitieux génial a surtout pour inspirateur son génie, qui est une puissance spirituelle en relation avec l'esprit immuable de l'humanité et du monde, et dépendante de celui-ci. Par contre, un ambitieux sans génie n'a pour mobile que son ambition, qui est une force individuelle très près de la matière, instinctive, désordonnée, et qui n'obéit qu'à elle-même.

Pour un tel être, rien n'existe qu'en fonction de son intérêt; sa logique, c'est d'être d'accord avec lui-même, et comment ne le serait-il pas en se contredisant, puisque la contradiction lui est utile, et qu'il faut qu'il se pousse dans la vie en flattant les goûts contradictoires de plusieurs clientèles !

Dès lors, ne nous attendons pas à ce que notre ambiteux soit logique à la manière du génie; il ne peut l'être qu'à la manière de la brute, et il le montre bien.

La république des lettres étant peuplée de purs instinctifs, l'anarchie y est l'état normal; mais cet état ne peut pas être meilleur ici qu'il n'est ailleurs, et le vœu de tous les écrivains que l'esprit inspire est que cet état cesse au plus tôt.

Quel intérêt peut-il y avoir, pour un peuple de vivants, à ce que les médiocres ne soient pas distingués des bons, à ce que les maîtres ici, les chefs là, ne soient pas reconnus, à ce que les indignes ne soient pas éliminés, à ce qu'il n'y ait plus de lois, ou de juges pour les appliquer, ou de sujets pour leur obéir ?

Un homme, sain, loyal, intelligent, raffiné, s'il se pose cette question, répondra qu'un tel état n'est ni bon, ni désirable, et qu'il se sentirait plus libre, lui, en obéissant à des lois vivantes, qu'en supportant la tyrannie mécanique des instincts déchaînés, des passions en conflit, des ambitions en lutte. Mais un homme bestialisé, dont la passion est toute la raison d'être, que répondra-t-il ? sinon que l'état anarchique est le meilleur, parce que c'est celui où il peut le mieux faire la preuve des seules aptitudes qu'il possède.

Et c'est exactement la réponse que fait monsieur le

petit écrivain; ne sait-il pas fort bien que le peu qu'il est, il le doit à ce qu'il n'y a plus de police dans la république des lettres ?

Il n'ignore pas que si l'ordre spirituel y était assez fort pour discipliner le désordre matériel, une hiérarchie fondée sur l'esprit, non sur l'or ou la ruse, existerait. Il sait aussi que si cette hiérarchie existait, il se morfondrait éternellement aux échelons inférieurs de la dite, aussi aime-t-il mieux qu'elle n'existe pas, d'où l'aphorisme désormais célèbre : « Le seul état qui convienne à la république des lettres est l'état d'anarchie. »

Mais la bestialité d'un littérateur ne va pas, comme ça, se montrer telle quelle. On fait risette à l'anarchie, mais c'est pour le bon motif. Ce qu'on veut réellement, c'est profiter d'un état de choses tout à fait favorable au médiocre arrivisme; mais on se garde bien de le dire, et voici les grands mots qui tombent : « Indépendance de l'écrivain ! liberté ! liberté ! »

Tout doux ! s'il vous plaît, monsieur le libérateur, je voudrais bien que vous m'expliquassiez, une fois pour toutes, ce que vous entendez par indépendance et par liberté ? Je voudrais surtout savoir comment vous vous y prenez pour vouloir à la fois la liberté, c'est-à-dire l'ordre divin, et l'anarchie, c'est-à-dire le désordre satanique.

Je sais bien, parbleu ! que le vieux dictionnaire a, depuis Hugo, un bonnet rouge; et que nos aînés dans la carrière ont, sous prétexte d'indépendance, de plus en plus récusé l'autorité de la tradition, des lois éternelles, de la critique dogmatique.

Qu'y ont-ils gagné et qu'y avons-nous gagné ? — Le droit de saluer très bas, car ils sont nos maîtres, les plou-

toocrates, les critiques impressionnistes, les journalistes influents.

Avant-hier, il fallait adhérer à une certaine esthétique impersonnelle dont les critiques comme les écrivains étaient les féaux. Aujourd'hui, il faut plaire au goût généralement dépravé de quelconques individus.

Avant-hier, les écrivains pouvaient être les serviteurs très fiers d'un haut idéal, et vivre ; aujourd'hui, s'ils ne sont pas les domestiques ou les banquiers de messieurs les faiseurs de gloire, ils peuvent compter sur un enterrement bien conditionné.

De même que le libéralisme économique aboutit à la ploutocratie, le libéralisme esthétique aboutit à la féodalité. L'anarchie littéraire, comme toutes les anarchies, a pour conséquence la tyrannie ; la renonciation aux principes de l'ordre spirituel engendre le gouvernement arbitraire des individus. Il paraît que ça va changer, et que nous allons connaître, à Landerneau-des-Lettres, quelque chose comme une parodie du syndicalisme. C'est alors le gouvernement arbitraire des groupes qui se chargera d'éliminer les écrivains de valeur, mais ça n'en sera pas moins encore la suprématie des appétits, des jalousies, de la ruse, de l'or, c'est-à-dire la bestialité, l'anarchie.

Mais, comme monsieur le libérateur a peur que ce nouvel état de choses soit moins anarchique que l'ancien, il ne s'en montre pas très partisan.

Nous le reconnaissons bien là, le vieil adorateur de la tête d'âne.

JEAN THOGORMA.

Les Livres qui font penser

Quelques œuvres et quelques ouvriers, par ÉTIENNE LAMY, 3 fr. 50. (Bloud et C^e, éditeurs.) — Sous ce titre, M. Lamy a groupé un certain nombre d'études consacrées à des questions et à des hommes du présent. On lira avec un intérêt particulier le morceau intitulé « Avant la séparation entre l'Église et l'État », qui date de 1889, et le discours « Un programme de gouvernement », prononcé en 1892 à Bordeaux pour inaugurer les travaux de la *Ligue populaire pour la revendication des libertés publiques*. Que d'avertissements prophétiques dans la première de ces études, dictés à l'écrivain par sa clairvoyance de patriote, par ses convictions catholiques ! On ne peut lire sans une émotion douloureuse des lignes telles que les suivantes : « Quand la haine religieuse, au nom de la séparation persécutera l'Église, se croira-t-il (il s'agit du Pape) en conscience le droit de laisser les intérêts catholiques (en Orient et en Extrême-Orient) dans des mains ennemies et ne suffit-il pas que la France se déclare indifférente et étrangère à l'Église, pour perdre ses titres à la tutelle religieuse ? Quand nos hommes d'État tenteraient de soutenir au dehors le culte combattu par eux au dedans, le démenti qu'ils se donneraient sera-t-il un titre à la confiance des chrétiens, au respect des infidèles ?... L'abjuration faite par la France de son passé catholique entraîne par une conséquence certaine la ruine dans le monde entier de sa primauté catholique. Et cette ruine-là est irréparable. »

A vingt ans de distance, nous ne savons que trop les ruines entassées par le radicalisme jacobin, acharné à détruire tout ce qui subsiste encore des traditions nationales. Là où M. Lamy

écrivait : « Voilà dans toute son étendue l'œuvre de la guerre religieuse : au dedans elle affaiblit l'État ; au dehors, la France », nous devons lire : Au dedans, elle a *affaibli* l'État ; au dehors, elle a *diminué* la France.

Et cependant il était peut-être désirable que ce mal se fit, que la République s'engageât à fond dans les voies de l'intolérance et de la persécution religieuse. Des yeux se sont ouverts ; des consciences se sont émues ; on a percé à jour l'inepte accusation de « cléricisme », qui, depuis vingt-cinq ans, abrite tous les passe-droits, tous les dénis de justice. L'Église se ressaisit, et M. Lamy faisait entendre, il n'y a pas longtemps, quelques accents forts et gais, qui indiquent la ferme volonté de disputer aux partis révolutionnaires la conscience chrétienne nationale.

Se plaçant sur le terrain du droit commun, les catholiques défendront sans défaillance la liberté du culte, la liberté de la charité et la liberté de l'enseignement, que les jacobins s'inquiètent de n'avoir pas suffisamment étranglées. On peut espérer qu'ils seront soutenus dans cette lutte par tous ceux qui s'intitulent eux-mêmes indépendants et libéraux. Je n'ai pas besoin de dire que le volume de M. Étienne Lamy est écrit dans cette langue ferme et savoureuse, avec ce souci de la forme, avec cette loyauté de la plume si bien faite pour s'allier à la loyauté de la pensée.

L'Évolution au dogme catholique. par FÉLIX GOBLET D'ALVIELLA, 6 francs. (Émile Nourry, éditeur.) — Contrairement à un usage qui tend presque à devenir une règle, l'auteur du présent ouvrage, fils du savant belge qui s'est rangé au premier rang parmi les promoteurs de l'histoire des religions, débute dans la carrière scientifique, non par une monographie consacrée à un point spécial du christianisme, mais par une œuvre d'ensemble ; le gros volume que j'ai sous les yeux n'est d'ailleurs que le premier d'une série. Il traite des origines chrétiennes (25 à 125 après J.-C.) ; le suivant sera consacré à l'« hellénisation » et à la « romanisation » du christianisme.

M. Félix Goblet d'Alviella a visé le grand public, son livre n'étant « pas autre chose que la rédaction de conférences de vulgarisation » données en divers lieux au cours de l'année 1911. Contentons-nous donc de dire qu'il a particulièrement mis à profit les œuvres de M. Alfred Loisy, et que là où son guide lui fait défaut, comme c'est le cas pour la période proprement apostolique, pour la personne et l'œuvre de saint Paul et le conflit entre judéo-chrétiens et universalistes, son exposé est bien maigre. C'est de toute façon une œuvre consciencieuse et dont le ton, parfaitement convenable, n'a rien de commun avec le voltairianisme.

MAURICE VERNES.

Les Embarras de l'Allemagne, par GEORGES BLONDEL, 3 fr. 50. (Plon, éd.) — Sous les apparences d'un formidable développement industriel, commercial, démographique et politique, l'Allemagne serait, d'après l'auteur, tourmentée par un malaise général qui menace de s'aggraver.

Ses « embarras » sont politiques, financiers, économiques, sociaux. Il semble que l'organisme ait grandi trop vite ; il s'alimente mal, il y a déséquilibre.

Ainsi, la population agricole de l'Allemagne, qui correspondait, vers 1850, à 65 p. 100 du chiffre total de ses habitants, en représente aujourd'hui moins d'un tiers, 32 p. 100. « Cette transformation dans les occupations du peuple allemand, écrit M. G. Blondel, est le phénomène le plus caractéristique de l'évolution intérieure du nouvel Empire. Elle a « déraciné » une partie des habitants des campagnes, elle a profondément modifié la répartition du travail entre les diverses branches de l'activité nationale. Elle a surtout grisé une foule de gens, et a déterminé, dans certaines régions, un véritable exode des campagnes vers les villes. On constate surtout avec inquiétude que les importations grandissent plus vite que les exportations, ce qui tient essentiellement à une invasion croissante de produits agricoles étrangers. » D'où la cherté des vivres,

la misère et les progrès de la démagogie que favorise un certain désarroi politique. Aussi atténués qu'on peut les imaginer, le système électif et le parlementarisme sont d'actifs ferments de dissolution. « On m'a fait aussi observer, rapporte M. G. Blondel, au moment des élections, que l'accroissement du nombre des lois sociales est en rapport étroit avec des procédés employés en Allemagne, comme en d'autres pays, pour plaire aux électeurs. L'idée de surenchère apparaît maintenant dans les programmes électoraux. Presque tous contiennent une partie importante réservée à ce qu'on appelle les réformes sociales. Et une fois que certaines idées ont été jetées en pâture à l'opinion, il faut bien se résigner à les faire passer dans les propositions de lois. »

Enfin, avec la diffusion du matérialisme et de l'athéisme dans les masses populaires, l'affaiblissement du sentiment religieux en général, la décomposition se marque par des signes inquiétants. « Les liens familiaux se relâchent de plus en plus. » Les chiffres de la statistique du divorce s'élèvent, et donc aussi ceux du suicide, de la folie, des poursuites pour actes immoraux, de la prostitution, des maladies vénériennes, de l'alcoolisme, etc. Et il va sans dire que ceux de la natalité baissent, — de 1876 à 1910, de 42,6 à 30,7 pour 1.000. M. Georges Blondel ajoute d'ailleurs, et fort judicieusement : « Il faut seulement reconnaître que les effets de cette crise seront lointains. L'Allemagne doit au chiffre de sa population comme aux restes de sa fécondité une énorme avance sur la France. »

De ces diverses constatations, il en est dont les Français se peuvent réjouir; mais il en est aussi dont ils doivent s'alarmer. L'optimisme naturel de M. Georges Blondel ne l'incline qu'à voir tout au mieux. Rien de plus menaçant pour nous que ceci, par exemple : « L'Allemagne ne peut plus se suffire à elle-même. » Nos pères avaient un dicton pour caractériser cette situation : la faim fait sortir le loup des bois. Et déjà le Teuton déborde de ses frontières.

Le désordre, d'ailleurs, ne laisse pas d'être contagieux. Il se propage rapidement d'une nation à une autre. La misère

ou la prospérité de chacune retentit sur toutes. Et nous ne pouvons plus ignorer comment les nations puissantes, fortement armées, échappent par la diversion belliqueuse aux malaises que nous signale M. Blondel.

Dans l'anarchie, c'est la force brutale seule qui l'emporte. En concluant à la supériorité économique et morale de la France, l'auteur oublie que notre infériorité politique manifeste, due au parlementarisme et à la généralisation du système électif, nous livre sans défense à toutes les entreprises — même en temps de paix — de l'étranger.

Encore qu'il ne faille pas s'imaginer que l'affaiblissement de l'Allemagne puisse nous dispenser de nous fortifier, que son désordre puisse nous tenir lieu d'organisation, nous devons nous féliciter pourtant, — parce que cela nous assure la paix et l'intégrité de notre territoire pour quelque temps, — des progrès de la social-démocratie et de l'intoxication élective et parlementaire. « Le Reichstag a, cette année même, modifié son règlement, nous apprend M. Blondel. Il s'est accordé le droit de blâmer le gouvernement. » Nous pouvons enregistrer ce simple fait comme une importante bataille gagnée par la France qui peut compenser celle qu'elle a perdue par son insuffisante natalité.

Plutôt la mort, par TOKUTOMI KENJIRÔ, traduit par OLIVIER LE PALADIN, 3 fr. 50. (Plon, éd.) — Ce roman, qui s'est vendu à 300.000 exemplaires au Japon, nous découvre un peu de l'âme des petites madames Chrysanthème. Ce ne sont pas les gracieuses poupées qu'une littérature superficielle a imaginées. Elles ont un cœur, et qui saigne douloureusement parfois. C'est moins pittoresque, mais plus humain.

Ce peuple qui s'efforce vers la civilisation n'a pu en acquiescer encore que l'aspect matériel.

Le Japon est le paradis des enfants, a-t-on dit; mais c'est aussi l'enfer des femmes. L'auteur, dans sa préface, rapporte ce mot émouvant d'une moribonde : « Je ne veux plus naître femme une seconde fois. »

Beaucoup de jeunes filles du peuple sont internées dans les

usines où elles sont astreintes, dans les plus mauvaises conditions hygiéniques et pour un salaire infime, à un exténuant labeur. D'autres sont livrées à la prostitution internationale.

Et tout cela, c'est la barbarie, — malgré le télégraphe et les aéroplanes.

Les Japonais n'ont pu s'élever encore jusqu'à la vraie monogamie. Ils ont donc le divorce. Et les désordres qui en résultent, pour être moins pernicioseux que chez un peuple qui a déjà connu une civilisation supérieure, ne laissent point, comme le montre ce livre, d'avoir de fâcheuses conséquences.

Si misérable que soit la condition sociale des femmes au Japon, il faut encore qu'elle soit empirée, dans la famille, par les femmes elles-mêmes. La belle-mère est souvent un véritable tyran pour sa bru, et parfois un bourreau. Le respect filial est poussé si loin qu'un homme n'ose pas prendre parti pour sa femme contre sa mère, et il arrive qu'il divorce à la suggestion de celle-ci.

C'est tout le drame touchant de la pauvre Nami-Ko.

La traduction étant assez peu littéraire doit être littérale. Ce curieux ouvrage n'en est que plus intéressant.

G. DEHERME.

Les Paraboles cyniques, par HAN RYNER, 3 fr. 50. (Figuière, éditeur.) — Sous le voile poétique du nom de Psychodore, l'auteur, à la langue très pure, laisse aller sa verve quelque peu pessimiste.

Enseigner semble son moindre souci ; il pense, et paraît rêver tout haut. Psychodore est grec, et, par suite, amoureux des belles fables. La sociabilité de la Rome militaire et de la Rome catholique, du Paris médiéval et de l'Europe moderne gît dans les limbes de son mépris ; son âme est alexandrine, éprise des fantaisies de l'individualisme. Des paraboles, la plupart obscures, résumant sa philosophie en un art incohé-

rent. Han Ryner, méridional de naissance et barbare du septentrion par le goût, s'ignore : son pseudonyme scandinave dénonce à son insu ses intimes affinités mentales. Il se croit cynique, et n'est que pessimiste : une seule de ses paraboles, « le lien conjugal », est, à dire vrai, « cynique ». Cette fraîcheur de la spontanéité, qu'on appelle naïveté, lui manque ; et il joue au personnage de Diogène sans nous l'évoquer. Ses paraboles sont rosses ou transposent en rébus les blasphèmes provocateurs de M. Richepin. Pour séduire, pour éclairer, pour rendre meilleur, pour nous édifier, il leur manque cette grâce inimitable, toute faite d'indulgence et de bienveillance par quoi nous illuminent et nous échauffent les jolis contes du bon Diderot, les sarcasmes de Shakespeare, les railleries de Rabelais.

Sans doute, les fables sont vraies par quelque côté ; elles font saillir des caractères connus. Mais aussi elles restent fausses sous d'autres aspects. Les idéalizations mises en lumière jettent ombre sur les réalités écartées. De là ce sens péjoratif du mot *fable*, synonyme d'irréalité.

Certes, je serais le dernier des hommes à nier le rapport transcendant qui lie l'imaginarité à la réalité : entre ces deux catégories subjectives il n'y a qu'un hiatus aléatoire de circonstances constatées. La positivité est un cas particulier de la possibilité. Utopistes et fabulistes tirent de ce fait occulte le meilleur de leurs leçons. Ryner use de ce libre procédé ; c'est son droit : mais à nous de le prendre avec les précautions requises.

Ces paraboles s'inspirent des dialogues de Platon ; mais, faute du balancier moral, Ryner met trop souvent le pied dans un naturalisme obscène. Explorateur de la faune humaine, il transpose, sans se douter de sa faute, l'ordre animal dans l'ordre humain. Aux premières apparences, Diderot eût été le jouet d'une pareille illusion ; mais *le Rêve de d'Alembert* est une leçon de « morale comparée » ; chez notre contemporain, la parabole enjambe la leçon et trouve l'indifférence en matière de mœurs. Morale relative n'est pourtant pas morale libre.

Le dédain du milieu social au sein duquel nous vivons rejette illégitimement les circonstances inéluctables. A cette omission facile, le livre de M. Ryner gagne peut-être en commodité de lecture; car la littérature romanesque goûte peu l'exactitude: elle amuse. Pour certaines gens plus difficiles, il y perd en enseignement et en charme.

Lecteur, sache comprendre cette humeur exigeante; et lis, dans un loisir joyeux, le livre pessimiste de M. Han Ryner. Ton plaisir sera son antidote, car le pessimisme ne résiste pas à une bonne digestion.

La Conquête de l'air, par le commandant RENARD, 0 fr. 25. (Gigord, éd.) — Opuscule de la petite collection de littérature scientifique publiée, il semble, sous l'inspiration de la Société de Jésus. Bon petit résumé de l'histoire de la locomotion, à terre, sur mer, et dans l'air. Une comparaison fort intéressante entre ces trois modes de déplacement le suit.

Avec cette humeur gasconne dont il pimentait si curieusement ses leçons les plus savantes, P. Laffitte, quelque peu honteux d'un siècle détaché des préoccupations morales et des contemplations esthétiques, remarquait — avec quelle malice! — combien « notre civilisation consiste présentement à transporter de plus en plus vite des gens de plus en plus ahuris ». Le commandant fait sienne volontiers cette sentence philosophique, tout en se déclarant, franchement, partisan amoureux de la vitesse. Son plaidoyer instruit et entraîne.

A ce petit livre substantiel je ne fais qu'une critique, — et je l'ai déjà formulée ici. L'auteur laisse dans ses oubliettes les travaux de G. Trouvé. Et pourtant il serait bon de démêler, dans le succès originel de l'école américaine, la part d'initiative de l'inventeur français. Trouvé correspondait avec Chanute; et, quelquefois, j'ai été le porte-plume. J'ai vu, dès avant 1892, des appareils plus lourds que l'air s'élever mécaniquement dans le laboratoire, si plein et si suggestif, de l'ingénieur électricien. M. Renard sait ces expériences: il eût dû les redire...

Malheureusement, les administrations de la Guerre et de la Marine se gardaient trop de seconder notre fructueux compa-

triot. L'heure est venue, à notre sens, de rendre enfin justice aux morts les plus méritants.

ÉLOI PÉPIN.

—————
Nous avons reçu :

Chants de five-o'clock teas, par HERMAN FRENAY-CID, 3 fr. 50. (Édition du *Beffroi*.) — Dans ces vers, si l'on peut dire, il est question de « raids », de « garden-parties », et aussi de « tea-rooms », et naturellement de « five-o'clock teas ». Un morceau s'intitule : « Je vois un penser fol cahoter comme un fiacre. » Et c'est tout dire.

Almanach de la Ligue nationale contre l'alcoolisme pour 1913, 0 fr. 10. (à la Ligue, 147, boulevard Saint Germain.) — Excellente publication de propagande antialcoolique pour les milieux ouvriers et paysans. A répandre.

Les Errants, par JEAN RENAUD, 3 fr. 50. (Bernard Grasset, éd.) — Les « errants », ce sont nos soldats coloniaux, vagabonds héroïques, pionniers de la plus haute civilisation.

Des pages émues..., la poignante tragédie du sous-marin englouti, l'atroce agonie d'un détachement égaré dans le désert par la trahison d'un guide maure.

M. Jean Renaud n'oublie pas de flétrir comme il convient l'absurdité criminelle de la politique électorale aux colonies.

L'Île enchantée, roman, par HENRI DELAVELLE, 3 fr. 50. (Grasset, éd.) — Un transatlantique fait naufrage. Seuls un jeune homme et une jeune fille parviennent à se sauver. Ils abordent dans une île déserte, où ils mènent un mois durant une existence de Robinson. Comme on s'en doute, ils ne tardent pas à se plaire beaucoup l'un à l'autre. Un navire finit par les recueillir et un mariage termine cette histoire... 395 pages, où l'auteur prend de trop nombreuses libertés avec la syntaxe.

Le Rose et le gris, par LOUIS ROUBAUD, 3 fr. 50. (Figuière, éd.) — Recueil de nouvelles à prétentions psychologiques. Le livre est dédié « à Henri Bataille, poète vivant ». En retour, le « poète vivant » a écrit une préface où on lit des choses comme celles-ci : « Vous appartenez à une génération qui, depuis peu, prend conscience d'elle-même... Après s'être repliée dans l'analyse et dans la vaine doctrine, on la sent se libérer et, repoussant les faux tuteurs, souhaiter d'elle-même des vaillances plus directes, des mêlées plus vivaces, etc. »

L'Intègre, par LUCIEN LEHMANN, 2 fr. (Imp. Berger.) — On voudrait pouvoir louer ce « drame social en trois actes », représenté à l'Université populaire, où l'auteur fait allusion à la déviation morale de cette institution en prenant honnêtement parti pour ceux qui tentèrent de s'y opposer.

Mais la bonne volonté ne suffit pas, et notre devoir est de conseiller amicalement à l'auteur de renoncer à toute entreprise littéraire quelconque, surtout à toute publication.



Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

30-10-12. — TOURS, IMPRIMERIE E. ARRULT ET C^{ie}.

POUR NOUS AIDER

Nous n'ouvrons pas de souscription ; mais on nous aidera efficacement en nous recrutant de nouveaux lecteurs, en abonnant des bibliothèques publiques, syndicats, universités populaires, coopératives, cercles, etc., en nous indiquant des libraires dépositaires pour la vente au numéro, en nous signalant les libraires des gares de chemins de fer et du Métropolitain qui ne tiennent pas encore *la Coopération des Idées*, en nous faisant parvenir les adresses des personnes à qui nous pouvons envoyer un numéro spécimen.

En vente à La Coopération des Idées.
(Envoi franco)

Système de Politique positive , par AUGUSTE COMTE, 4 vol. in-8 de 748, 510, 675 et 726 pages	16 fr.
Appel aux conservateurs , par AUGUSTE COMTE, un vol. in-8 de 136 pages	3 fr.
La Synthèse subjective ou Système des conceptions propres à l'état normal de l'Humanité , par AUGUSTE COMTE, tome premier (seul publié) : <i>Système de logique positive</i> ou <i>Traité de philosophie mathématique</i> , un vol. in-8 de 776 pages.	9 fr.
Testament d'Auguste Comte , avec les documents qui s'y rapportent, pièces justificatives, prières quotidiennes, confessions annuelles, correspondance avec Mme de Vaux, publié par ses exécuteurs testamentaires, 2 ^e éd., un vol. in-8 de 570 pages	10 fr.
Lettres d'Auguste Comte à divers , publiées par ses exécuteurs testamentaires.	
Tome I ^{er} , première partie, un vol. in-8 de 656 pages	8 fr.
Tome I ^{er} , seconde partie, un vol. in-8 de 392 pages	6 fr.
Tome II ^e , un vol. in-8 de 364 pages.	10 fr.
Notice sur la vie et l'œuvre d'Auguste Comte , par J. LONCHAMPT, un vol. in-16 de 218 pages.	1 fr.
La Religion positive , par ANTOINE BAUMANN, un vol. in-16 de 292 pages (Perrin et C ^{ie} , éditeurs)	3 fr. 50
<i>Ouvrages de M. Georges Deherme.</i>	
Croître ou Disparaître , un vol. in-16 de 280 pages (Perrin et C ^{ie} , éditeurs)	3 fr. 50
La Crise sociale , 3 ^e édition, un vol. in-16 de 375 pages (Bloud et C ^{ie} , éditeurs).	3 fr. 50
Auguste Comte et son œuvre . — <i>Le Positivisme</i> , un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte (Giard et Brière, édit.).	2 fr. 50
L'Afrique occidentale française . — <i>Action politique. Action économique. Action sociale</i> . — Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France. Un vol. in-8 de 528 pages (Bloud et C ^{ie} , éditeurs)	6 fr.
La Démocratie vivante , un vol. in-8 de 402 pages (Bernard Grasset, éditeur).	4 fr. 50

La **COOPÉRATION DES IDÉES** est en vente dans les **principales gares de France et du Métropolitain de Paris.**

- AU HAVRE, *Librairie V^{re} Dombre*, 10, place de l'Hôtel-de-Ville.
A CAEN, *Librairie L. Jouan*, 98, rue Saint-Pierre.
A ROUEN, *Librairie Centrale*, 26, rue des Carmes.
A CHARTRES, *Librairie Lester*, place des Halles.
A ROANNE, *Librairie Boissy et Lauxerrois*, rue du Lycée.
A AMIENS, *Librairie Prudhomme*, 14, Place Gambetta.
A TOURS, *Librairie Tridon*, rue Nationale.
A BOURGES, *Librairie L. Renaud*, 12, rue Moyenne.
A NEVERS, *Librairie Th. Ropiteau*, place Gux-Coquille.
A PARIS, *Librairie Affolter*, 50, rue Delaborde.
— — *Bénard*, Galeries de l'Odéon.
— — *Blanchard*, 4, boulevard Saint-André.
— — *Crès et C^{ie}*, 3, place de la Sorbonne.
— — *Feuillâtre*, 8, boulevard Denain.
— — *Coulon*, 47, rue des Martyrs.
— — *Floury*, 1, boulevard des Capucines.
— — *Gâteau*, 8, rue de Castiglione.
— — *Hétains*, 50, rue de Passy.
— — *Leroy*, 65, avenue d'Antin.
— — *Martin*, 3, faubourg Saint-Honoré.
— — *Maynier*, 54, rue de Seine.
— — *Méa*, 1 bis, rue du Havre.
— — *Melet*, 45, Galeries Vivienne.
— — *Sevin et Sarrat*, 25, rue La Boétie.
— — *Stock*, 155, rue Saint-Honoré.
— — *Tassel*, 44, rue Monge.
— — *Timotéi*, 14, rue de Castiglione.

LES CLASSES MOYENNES

Étude sur le parasitisme social

Par **GEORGES DEHERME**

Un volume in-16 de 320 pages à 3 fr. 50
(Perrin et C^{ie}, Éditeurs, 35, quai des Grands-Augustins)